

Document conforme à la délibération arrêtant le Plan Local  
d'Urbanisme de la commune de Pagny-la-Blanche-Côte en date du  
08/11/2024  
Le Maire, Daniel Rouvenach

PLU

1

RAPPORT DE PRÉSENTATION  
TOME 4 / ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

# PLAN LOCAL D'URBANISME

## COMMUNE DE PAGNY- LA-BLANCHE-CÔTE ●



# EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

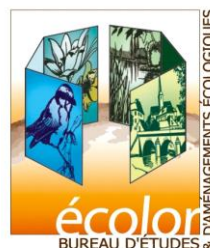
---

## COMMUNE DE PAGNY-LA- BLANCHE-CÔTE

### ELABORATION DU PLU

Février 2024

**Affaire suivie par :**  
Sylvain LETHUILLIER  
Stéphanie BACH  
Léa HAHN  
Jean-David VISCONTI



---

ECOLOR – 7 place Albert Schweitzer – 57930 Fénétrange  
Tél. 03 87 03 00 80 – Fax 03 87 03 00 96 – [contact@be-ecolor.fr](mailto:contact@be-ecolor.fr)

Société Coopérative et Participative à responsabilité limitée et capital variable – 323 222 893 RCS Metz  
N° TVA intracommunautaire : 433 232 228 2 – code APE 7112 B

# SOMMAIRE

<b>0. INTRODUCTION .....</b>	<b>4</b>
0.1. CONTEXTE DU PLU DE PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE.....	4
0.2. L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE : QU'EST-CE QUE C'EST ? .....	4
0.3. LA DEMARCHE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE.....	4
<b>1. ARTICULATION DU PLU AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES .....</b>	<b>5</b>
1.1. ÉVALUATION DE LA MISE EN COMPATIBILITÉ DU P.L.U AVEC LES DOCUMENTS DE PORTEE SUPERIEURE .....	5
1.2. ÉVALUATION DE LA PRISE EN COMPTE DES DOCUMENTS DE PORTEE SUPERIEURE PAR LE PLU.....	9
<b>2. ANALYSE DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>16</b>
2.1. DÉFINITION DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES DE MANIÈRE NOTABLE PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLU .....	16
2.2. DÉTERMINATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX.....	20
2.3. ÉVALUATION DES INCIDENCES NOTABLES PRÉVISIBLES SUR L'ENVIRONNEMENT .....	21
2.4. CONSÉQUENCES ÉVENTUELLES DU PLU SUR LES ZONES NATURELLES REVÊTANT UNE IMPORTANCE PARTICULIÈRE POUR L'ENVIRONNEMENT .....	22
2.5. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PRÉVISIBLES SUR LA PROTECTION DES ZONES HUMIDES.....	24
2.6. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PRÉVISIBLES SUR LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES (TVB).....	30
2.7. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PRÉVISIBLES SUR LE PAYSAGE .....	33
2.8. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PRÉVISIBLES SUR LES RESSOURCES NATURELLES.....	33
2.9. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PRÉVISIBLES LIÉES AUX NUISANCES .....	35
2.10. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PRÉVISIBLES SUR L'ÉNERGIE ET LE CLIMAT .....	39
2.11. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PRÉVISIBLES LIÉES AUX RISQUES ANTHROPIQUES .....	41
2.12. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PRÉVISIBLES LIÉES AUX RISQUES NATURELS .....	42
2.13. ANALYSE DES INCIDENCES PRÉVISIBLES DES ZONES POTENTIELLES DE DÉVELOPPEMENT PHOTOVOLTAÏQUE .....	44
<b>3. ANALYSE DÉTAILLÉE DE LA ZONE D'EXTENSION .....</b>	<b>45</b>
<b>4. BILAN.....</b>	<b>46</b>
<b>5. ANALYSE DES STECAL.....</b>	<b>49</b>
<b>6. JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>56</b>
<b>7. MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION ET COMPENSATION .....</b>	<b>57</b>
7.1. PRÉAMBULE SUR LA SÉQUENCE ÉVITER, RÉDUIRE, COMPENSER .....	57
7.2. MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION .....	57
7.3. ORIENTATION DES ÉTUDES COMPLÉMENTAIRES .....	57
7.4. MESURES DE COMPENSATION .....	58
<b>8. INDICATEURS DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN.....</b>	<b>59</b>
8.1. OBLIGATION RÉGLEMENTAIRE.....	59
8.2. PRÉSENTATION DE LA DEMARCHE .....	59
8.3. LES INDICATEURS .....	59
8.4. LE MODÈLE DE SUIVI .....	59
<b>9. RÉSUMÉ NON TECHNIQUE .....</b>	<b>61</b>
9.1. RÉSUMÉ DES ENJEUX ISSUS DU DIAGNOSTIC ET TRADUCTION DANS LE PADD .....	61
9.2. TRADUCTION À TRAVERS LES PIÈCES RÉGLEMENTAIRES .....	63
9.3. RÉSUMÉ DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET DE PLU .....	64

# Index

Carte 1 : Localisation de la zone d'extension.....	24
<b>Carte 2 : Localisation et résultats des sondages pédologiques .....</b>	<b>27</b>
Carte 3 : la TVB communale.....	31
Carte 4 : Zonages environnementaux en zones STECAL A .....	51
Carte 5 : Zones humides en zones STECAL A.....	52
Carte 6 : Zonages environnementaux en zone STECAL N.....	54
Carte 7 : Zones humides en zone STECAL N .....	55
Figure 1 : Classes d'hydromorphie et sols de zones humides.....	28
Figure 2 : Photographies des sondages.....	30
<b>Figure 3 : Adaptation de l'éclairage urbain en faveur des chiroptères. ....</b>	<b>37</b>
Figure 4 : Schéma du zonage du PPRi .....	43
Tableau 1 : Compatibilité du PLU avec le SDAGE.....	6
Tableau 2 : Compatibilité du PLU de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE avec le PGRI.....	8
Tableau 3 : Compatibilité avec le SRADDET .....	11
Tableau 4 : Zones U.....	17
Tableau 5 : Zones A.....	17
Tableau 6 : Zones N .....	18
Tableau 7 : Espaces protégés hors Natura 2000 .....	23
<b>Tableau 8 : Protection des zones naturelles par le PLU .....</b>	<b>23</b>
Tableau 9 : Protection des zones humides par le PLU.....	24
<b>Tableau 10 : Habitat biologique .....</b>	<b>26</b>
Tableau 11 : Tableau descriptif des sondages pédologiques.....	28
<b>Tableau 12 : Protection de la Trame Verte et Bleue par le PLU .....</b>	<b>31</b>
Tableau 13 : Prise en compte de la loi LAURE .....	38
Tableau 14 : Installations classées agricoles .....	42
Tableau 15 : Critères de constructibilité en zone STECAL A .....	50
Tableau 16 : Critères de constructibilité en zone STECAL N.....	53
Tableau 17 : Paramètres de suivis du PLU de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE .....	60

## 0. INTRODUCTION

### 0.1. CONTEXTE DU PLU DE PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE

La commune fait partie de la communauté de communes de Commercy – Void – Vaucouleurs.

Le territoire de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE est au RNU jusqu'à l'approbation du PLU.

Le SCOT Commercy Void Vaucouleurs est en cours d'élaboration.

La commune se fixe un objectif d'une **stabilisation de la démographie d'ici 2031**.

Afin de palier au desserrement des ménages tout en maintenant la population actuelle, il conviendra de **réaliser 11 logements d'ici 2031**.

### 0.2. L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE : QU'EST-CE QUE C'EST ?

L'évaluation environnementale est un processus visant à intégrer l'environnement dans l'élaboration d'un projet, ou d'un document de planification, et ce dès les phases amont de réflexions. Elle sert à éclairer tout à la fois le porteur de projet et l'administration sur les suites à donner au projet au regard des enjeux environnementaux et ceux relatifs à la santé humaine du territoire concerné, ainsi qu'à informer et garantir la participation du public. Elle doit rendre compte des effets potentiels ou avérés sur l'environnement du projet, du plan ou du programme et permet d'analyser et de justifier les choix retenus au regard des enjeux identifiés sur le territoire concerné. L'évaluation environnementale doit être réalisée le plus en amont possible, notamment, en cas de pluralité d'autorisations ou de décisions, dès la première autorisation ou décision, et porter sur la globalité du projet et de ses impacts.

L'évaluation environnementale s'inscrit ainsi dans la mise en œuvre des principes de prévention, d'intégration, de précaution et de participation du public.

### 0.3. LA DEMARCHE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'évaluation environnementale vise à faire intégrer par le maître d'ouvrage les préoccupations environnementales et de santé le plus en amont possible dans l'élaboration du projet, du plan ou du programme, ainsi qu'à chaque étape importante du processus de décision publique (principe d'intégration) et d'en rendre compte vis-à-vis du public, notamment lors de l'enquête publique ou de la mise à disposition du public (principe de participation). La démarche d'évaluation environnementale traduit également les principes de précaution et de prévention : les décisions autorisant les projets et approuvant les plans et programmes et autres documents d'urbanisme doivent être justifiées, notamment quant au risque d'effets négatifs notables sur l'environnement et la santé, ces derniers devant être évités, réduits ou compensés.

L'évaluation environnementale est un processus constitué de :

- L'élaboration d'un rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement (étude d'impact pour les projets, rapport sur les incidences environnementales pour les plans et programmes) par le maître d'ouvrage du projet ou la personne publique responsable du plan ou programme.
- La réalisation des consultations prévues, notamment la consultation de l'autorité environnementale, qui rend un avis sur le projet, plan, programme et sur le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, et la consultation du public.
- L'examen par l'autorité autorisant le projet ou approuvant le plan ou programme des informations contenues dans le rapport d'évaluation et reçues dans le cadre des consultations.

L'environnement doit y être appréhendé dans sa globalité : population et santé humaine, biodiversité, terres, sol, eau, air et climat, biens matériels, patrimoine culturel et paysage, ainsi que les interactions entre ces éléments. L'évaluation environnementale doit être proportionnée à la sensibilité environnementale de la zone susceptible d'être affectée, à l'importance et à la nature des travaux, ouvrages ou interventions et à leurs incidences prévisibles sur l'environnement et la santé humaine, notamment au regard des effets cumulés avec d'autres projets ou document de planification. Les enjeux environnementaux doivent donc être préalablement hiérarchisés, et une attention particulière doit être apportée aux enjeux identifiés comme majeurs pour le projet et le territoire.

## I. ARTICULATION DU PLU AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES

---

L'évaluation environnementale décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération.

### I.1. EVALUATION DE LA MISE EN COMPATIBILITE DU P.L.U AVEC LES DOCUMENTS DE PORTEE SUPERIEURE

#### I.1.1. COMPATIBILITE AVEC UN SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIAL (SCOT)

Le SCOT Commercy Void Vaucouleur est actuellement en cours d'élaboration.

#### I.1.2. COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX DU BASSIN RHIN-MEUSE (SDAGE)

**Le PLU de PAGNY-LA-BLANCHE CÔTE est concerné par le SDAGE des districts Rhin et Meuse mis en application depuis le 18 mars 2022.** Les orientations fondamentales et dispositions du SDAGE sont décomposées à travers six grands thèmes. **Le PLU s'attache à respecter ces orientations et à être compatible avec elles.**

**Tableau I : Compatibilité du PLU avec le SDAGE**

Prescription	Pagny-la-Blanche-Côte			Compatibilité
	PADD	OAP	Règlement	
Eau et santé				
Assurer à la population, de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Favoriser la baignade en toute sécurité sanitaire, notamment en fiabilisant prioritairement les sites de baignades aménagés et en encourageant leur fréquentation.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Eau et pollution				
Réduire les pollutions responsables de la non-atteinte du bon état des eaux.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Connaître et réduire les émissions de substances toxiques.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Veiller à une bonne gestion des systèmes d'assainissement publics et des boues d'épuration.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Réduire la pollution par les nitrates et les produits phytopharmaceutiques d'origine agricole.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Réduire la pollution par les produits phytopharmaceutiques d'origine non agricole.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Réduire la pollution de la ressource en eau afin d'assurer à la population la distribution d'une eau de qualité.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Eau nature et biodiversité				
Appuyer la gestion des milieux aquatiques sur des connaissances solides, en particulier en ce qui concerne leurs fonctionnalités.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Organiser la gestion des cours d'eau et des plans d'eau et y mettre en place des actions respectueuses de ces milieux, et en particulier de leurs fonctions.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Restaurer ou sauvegarder les fonctions naturelles des milieux aquatiques, et notamment la fonction d'autoépuration.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Arrêter la dégradation des écosystèmes aquatiques. Améliorer la gestion piscicole.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Renforcer l'information des acteurs locaux sur les fonctions des milieux aquatiques et les actions permettant de les optimiser.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Préserver les zones humides.	Sans effet			
Respecter les bonnes pratiques en matière de gestion des milieux aquatiques.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	conforme
Eau et rareté				
Prévenir les situations de surexploitation et de déséquilibre quantitatif de la ressource en eau.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Eau et aménagement du territoire				
Mieux connaître les crues et leur impact ; informer le public pour apprendre à les accepter ;	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Gérer les crues à l'échelle des districts du Rhin et de la Meuse.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Prendre en compte, de façon stricte, l'exposition aux risques d'inondations dans l'urbanisation des territoires à l'échelle des districts du Rhin et de la Meuse.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Prévenir l'exposition aux risques d'inondations à l'échelle des districts du Rhin et de la Meuse.		Sans effet	Sans effet	Compatible
Dans des situations de déséquilibre quantitatif sur les ressources ou les rejets en eau, limiter l'impact des urbanisations nouvelles et des projets nouveaux.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Préserver de toute urbanisation les parties de territoire à fort intérêt naturel.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Alimentation en eau potable et assainissement des zones ouvertes à l'urbanisation l'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si la collecte et le traitement des eaux usées qui en seraient issues ne peuvent pas être effectués dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de collecte et de traitement	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si l'alimentation en eau potable de ce secteur ne peut pas être effectuée dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de distribution et de traitement.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Eau et gouvernance				
Anticiper en mettant en place une gestion des eaux gouvernée par une vision à long terme, accordant une importance égale aux différents piliers du développement durable, à savoir les aspects économiques, environnementaux et socio-culturels.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible

Aborder la gestion des eaux à l'échelle de la totalité du district hydrographique, ce qui suppose notamment de développer les collaborations transfrontalières et, de manière générale, de renforcer tous les types de solidarité entre l'amont et l'aval.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Renforcer la participation du public et de l'ensemble des acteurs intéressés pour les questions liées à l'eau et prendre en compte leurs intérêts équitablement.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	Compatible
Mieux connaître, pour mieux gérer.	Sans effet	Sans effet	Sans effet	conforme

 **Nous concluons à une compatibilité avec les orientations du SDAGE 2022-2027.**



### I.1.3. COMPATIBILITE AVEC UN SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE)

**Sans objet. Le territoire de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE n'est pas couvert par un SAGE.**

### I.1.4. COMPATIBILITE AVEC LE PLAN DE GESTION DU RISQUE D'INONDATION (PGRI)

#### I.1.4.1. Objectif du PGRI

L'ambition du PGRI est de réduire les conséquences négatives des inondations.

- **Directive 2007/60/CE dite « Directive Inondations » :**
- ⊗ Objectif: réduire les conséquences humaines et économiques des inondations
- ⊗ Induit la priorisation des actions
- **Une stratégie nationale** articule la politique de gestion du risque inondation en France avec la mise en œuvre de la Directive Inondations ; elle se décline au plus près des territoires
- **33% des habitants** concernés par un risque potentiel d'inondation sur le district Meuse et 40% pour le Rhin

#### La portée du PGRI :

- Les Schémas de cohérence territoriale (SCOT) et, en l'absence de SCOT, les Plans locaux d'urbanisme (PLU) et les cartes communales, doivent être compatibles ou rendus compatibles sous 3 ans avec les objectifs du PGRI et ses dispositions prises en matière de gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (dispositions de l'objectif 4 du PGRI) et d'aménagement du territoire (dispositions de l'objectif 3 du PGRI).
- Les Plans de prévention des risques (PPR), ainsi que les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau, doivent être compatibles avec l'ensemble du PGRI.
- Les PGRI doivent être compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis dans les SDAGE.
- 

#### I.1.4.2. Compatibilité du PLU avec les objectifs du PGRI

**PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE est concerné par des inondations de la Meuse sur la partie Ouest de son territoire.**

**Tableau 2 : Compatibilité du PLU de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE avec le PGRI**

Objectif du PGRI	Compatibilité avec le PLU de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE
<b>Objectif 1 : Favoriser la coopération entre les acteurs</b>	
Encourager le développement de structures d'actions à l'échelle des bassins versants :	Sans effet.
Assurer une coordination transfrontalière	Sans effet.
<b>Objectif 2 : Améliorer la connaissance et développer la culture du risque</b>	
Améliorer la connaissance aléas : retour d'expérience après inondation majeure, étude des crues utiles à la gestion de crise vulnérabilité : cartographier les enjeux dans le cadre des stratégies locales et des plans de prévention des risques d'inondation.	Sans effet.
Capitaliser les éléments de connaissance via les services de prévision des crues	Sans effet.
Informier le citoyen : maires, grand public, scolaires, citoyens concernés par des dispositifs de protection	Sans effet.
<b>Objectif 3 : Aménager durablement les territoires</b>	
Préserver les zones d'expansion des crues (zones inondables en milieu non urbanisé) et ne pas augmenter les enjeux en zone inondable ;	Sans effet.

Limitier le recours aux ouvrages de protection, prendre en compte leurs apports et leurs défaillances potentielles dans l'aménagement et l'urbanisation ;	Sans effet
Réduire la vulnérabilité des enjeux en zone inondable.	Sans effet
<b>Objectif 4 : Prévenir le risque par une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau</b>	
Identifier et reconquérir les zones d'expansion des crues (études spécifiques, sensibilisation des acteurs)	Sans effet.
Limitier les rejets d'eaux pluviales dans les cours d'eau, encourager l'infiltration	Privilégier les techniques douces en gestion des eaux pluviales
Limitier l'accélération et l'augmentation du ruissellement	Sans effet.
Préserver les zones humides (complémentaire avec le Thème 5B du SDAGE)	Aucune zone humide dans le secteur d'extension
Prévenir le risque de coulées d'eau boueuse	Sans objet
<b>Objectif 5 : Se préparer à la crise et favoriser le retour à une situation normale</b>	
Améliorer la prévision et l'alerte	Sans effet.
Accompagner les collectivités dans la mise en place de système d'alerte adapté aux crues soudaines	Sans effet.
Renforcer la coopération internationale	Sans effet.
Se préparer à la crise	Sans effet.
Développement des plans communaux de sauvegarde et plans de continuité d'activité	Sans effet.
Exercices d'alerte de crue	Sans effet.
Maintenir l'activité pendant la crise et favoriser le retour à une situation normale	Sans effet.
Actions sur les réseaux et prise en charge psychologique des populations	Sans effet.

 **Nous concluons à une compatibilité avec les objectifs du PGRI.**

## I.2. EVALUATION DE LA PRISE EN COMPTE DES DOCUMENTS DE PORTEE SUPERIEURE PAR LE PLU

### I.2.1. PRISE EN COMPTE DU SCHEMA REGIONAL D'AMENAGEMENT, DE DEVELOPPEMENT DURABLE ET D'EGALITE DES TERRITOIRES (SRADDET)

La loi NOTRe - à l'occasion de la mise en place des nouvelles Régions (en 2016) - crée l'obligation pour ces nouvelles régions de produire un nouveau schéma de planification, dénommé SRADDET (ou schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) qui fusionnera plusieurs documents sectoriels ou schémas existants (Schéma régional d'aménagement et de développement durable du territoire dit SRADDET, Plan Déchet, Schéma régional intermodalité, SRCE et SRCAE). Dans le même temps, les régions élaborent un nouveau Schéma régional biomasse.

Ce schéma doit fixer les « objectifs de moyen et long termes en matière d'équilibre et d'égalité des territoires, d'implantation des différentes infrastructures d'intérêt régional, de désenclavement des territoires ruraux, d'habitat, de gestion économe de l'espace, d'intermodalité et de développement des transports, de maîtrise et de valorisation de l'énergie, de lutte contre le changement climatique, de pollution de l'air, de protection et de restauration de la biodiversité, de prévention et de gestion des déchets »

**Dans la Région Grand Est le SRADDET est approuvé depuis le 24 janvier 2020.**



Dans le cadre de la territorialisation du Grenelle de l'environnement, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE), déclinant les orientations régionales en matière de Trame Verte et Bleue (TVB), est co-élaboré par l'Etat et le Conseil Régional de Lorraine, doit être pris en compte.




**Le SRCE de Lorraine a été approuvé le 20 novembre 2015.**

L'élaboration du PLU de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE doit donc prendre en compte le SRCE puisque ses dispositions intègrent les problématiques liées à la trame verte et bleue, d'autant plus que l'état initial de son environnement révèle des sensibilités identiques à celles soulevées dans le cadre du SRCE de Lorraine.

 **Nous concluons à une compatibilité du PADD avec les objectifs du SRCE**

**Tableau 3 : Comptatibilité avec le SRADDET**

Règles	Prescriptions du PLU	
<b>Climat, air et énergie</b>	e 	PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE 12
Règle n°1 Atténuer et s'adapter au changement climatique	Le PLU préserve la fonctionnalité de la Trame Verte et Bleue et ses éléments (corridors, réservoirs de biodiversité) en évitant l'urbanisation des milieux naturels qui lui servent de support. Le PLU préserve les zones humides (Classement en zone N dont Nzh – Nf et en zone Ua à la marge)	
Règle n°2 Intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement	Renforcer l'attractivité du territoire en disposant d'une offre de logements répondant à l'ensemble de la demande. Lutter contre la consommation des terres agricoles et forestières. Par ailleurs le développement de l'offre locative permet de maintenir un turn-over sur le territoire ne nécessitant pas une production de nouveaux logements systématiques.  Préparer le village de demain c'est aussi l'inscrire dans la transition énergétique et le déploiement égalitaire des communications numériques.  Le règlement favorise le déploiement des énergies renouvelables sur les bâtiments en permettant leur implantation.	
Règle n°3 Améliorer la performance énergétique du bâti existant	Le règlement favorise le déploiement des énergies renouvelables sur les bâtiments en permettant leur implantation.	
Règle n°4 Rechercher l'efficacité énergétique des entreprises	Les espaces libres des parcelles bâties (hors construction et surface revêtue), ainsi que les délaissés des aires de stationnement, doivent être plantés ou recevoir un aménagement paysager.	
Règle n°5 Développer les énergies renouvelables et de récupération	Le règlement favorise le déploiement des énergies renouvelables sur les bâtiments en permettant leur implantation.	
Règle n°6 Améliorer la qualité de l'air	Le PLU participe à la réduction des émissions liées aux transports en favorisant la densité urbaine et en limitant les extensions urbaines. Le PADD permettant d'encourager les alternatives à la voiture.	
<b>Biodiversité et gestion de l'eau</b>		
Règle n°7 Décliner localement la Trame verte et bleue	Le PLU a décliné la Trame Verte et Bleue locale dans l'état initial de l'environnement. Règlement littéral et OAP thématiques adaptées à ce thème	
Règle n°8 Préserver et restaurer la Trame verte et bleue	Les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques sont préservés, ainsi que leur fonctionnalité, par le classement des milieux qui leur servent de support en zones N ou A. La Trame Verte et Bleue a été déclinée à l'échelle locale. Cette déclinaison a permis d'intégrer les éléments naturels du territoire (zones humides, cours d'eau, espaces naturels remarquables protégés, nature ordinaire etc.). De nombreuses haies et bosquets ont été préservés au titre du L151-23 du code de l'Urbanisme	
Règle n°9 Préserver les zones humides	Les zones humides identifiées au PLU ont été inscrite en zone N, Nzh ou Nf et préservées de toute urbanisation.	
Règle n°10 Réduire les pollutions diffuses	Règlement littéral et OAP thématiques visant à limiter l'imperméabilisation des sols	
Règle n°11 Réduire les prélèvements d'eau	Le PLU n'induit pas de prélèvement d'eau supplémentaire Règlement littéral et OAP thématiques favorisant la récupération des eaux pluviales	

<b>Déchets</b>	 Non concerné
<b>Gestion des espaces et urbanisme</b>	
Règle n°16 Sobriété foncière	Le PLU favorise la densification urbaine Le PLU porte le projet de prioriser les capacités existantes dans l'enveloppe urbaine en prenant en compte les dents creuses de cette manière
Règle n°17 Optimiser le potentiel foncier mobilisable	Le PLU priorise le développement au sein de l'enveloppe urbaine. Une étude de la disponibilité du foncier a été menée dès le diagnostic permettant d'appliquer un taux de rétention foncière des dents creuses (suite à traitement des retours des questionnaires).
Règle n°18 Développer l'agriculture urbaine et périurbaine	Diagnostic agricole mené dans le cadre du PLU pour assurer une prise en compte, dans le projet, des exploitations existantes et de leur projet pour en pas créer de conflit d'usage. Classement des terres agricoles en zone A constructible sauf dans les secteurs présentant un enjeu paysager ou pouvant entraîner des conflits d'usage.
Règle n°19 Préserver les zones d'expansion des crues	Le risque inondation a été pris en compte. Les objectifs du SDAGE et du PGRI ont été intégrés au projet. Les zones inondables du PPRI ont été classées en grande partie en zone N, elles sont donc préservées au maximum de l'urbanisation.
Règle n°20 Décliner localement l'armature urbaine	Sans objet
Règle n°21 Renforcer les polarités de l'armature urbaine	Les ambitions de développement communal passent donc principalement par le principe de densification de l'existant lorsque cela est possible.
Règle n°22 Optimiser la production de logements	Le PLU favorise la densification urbaine. La commune souhaite continuer à encourager les initiatives en faveur d'une mise sur le marché de logements plus variés (parc locatif et accession à la propriété, grands et petits logements) et qualitatifs.
Règle n°23 Concilier zones commerciales et vitalité des centres-villes	Le PADD souhaite permettant l'installation de commerces et services de proximité au sein du village afin de soutenir une économie locale de proximité.
Règle n°24 Développer la nature en ville	Le PLU couvre un territoire rural, et les éléments naturels traditionnellement présents dans les villages sont préservés au titre du L 151-23 du code de l'urbanisme : arbres d'alignement, éboulis.
Règle n°25 Limiter l'imperméabilisation des sols	Les espaces libres des parcelles bâties (hors construction et surface revêtue), ainsi que les délaissés des aires de stationnement, doivent être plantés ou recevoir un aménagement paysager.
<b>Transports et mobilités</b>	
Règle n°27 Optimiser les pôles d'échanges	Sans objet
Règle n°28 Renforcer et optimiser les plateformes logistiques multimodales	Sans objet
Règle n°29 Intégrer le réseau routier d'intérêt régional	Sans objet

 **Nous concluons à une compatibilité du PLU avec le SRADET.**

## I.2.2. PRISE EN CONSIDERATION DU SCHEMA REGIONAL CLIMAT AIR ÉNERGIE (SRCAE)

**Le Schéma Régional Climat Air Énergie (SRCAE) de Lorraine fut approuvé depuis le 20 décembre 2012.**

Élaboré conjointement depuis 2011, ce document a pour objectif de répondre aux enjeux du changement climatique de manière globale et cohérente à l'échelon de la Lorraine.

Ce document établit un diagnostic de la situation « Lorraine » en termes de consommation, de production d'énergie et fait l'état des lieux sur la qualité de l'air. Il fixe ensuite les orientations et les priorités, à savoir : la baisse de la consommation énergétique, l'optimisation de la production énergétique en augmentant notamment la part des énergies renouvelables. Il vise également à développer le nombre de constructions durables tout en préservant les ressources naturelles pour contribuer à la transition énergétique.

## I.2.3. PRISE EN COMPTE DU PLAN CLIMAT AIR ÉNERGIE TERRITORIAL (PCAET)

À travers l'élaboration des PCAET, les EPCI deviennent véritablement **les coordinateurs de la transition énergétique** sur leur territoire en construisant un projet politique vivant mobilisant l'ensemble des secteurs d'activité et des parties prenantes du territoire.

Les PCAET vont permettre de définir dans chacun des EPCI :

- des **objectifs stratégiques et opérationnels** de la collectivité publique afin d'atténuer le changement climatique ;
- un **programme d'actions** à réaliser afin notamment d'améliorer l'efficacité énergétique, de développer de manière coordonnée des réseaux de distribution d'électricité, de gaz et de chaleur, d'augmenter la production d'énergie renouvelable...Il va également permettre au regard des normes de qualité de l'air de prévenir ou de réduire les émissions de polluants atmosphériques.

Les élus de la Communauté de communes Commercy-Void-Vaucouleurs se sont lancés dans l'élaboration d'un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET).

La conduite technique de l'élaboration du PCAET a été confiée à l'équipe de Consortium Consultants qui accompagnera la communauté de communes sur les différentes phases de son élaboration.

En février 2024, le statut du PCAET de la communauté de communes de Commercy-Void-Vaucouleurs est « avis reçu ou en cours ».

## I.2.4. PRISE EN COMPTE DU PLAN REGIONAL DE L'AGRICULTURE DURABLE DE LORRAINE

En l'absence de document portant sur le grand Est, le Plan Régional de référence est celui disponible pour la Lorraine.

**Orientation stratégique n°4** : renforcer la place de l'agriculture dans les territoires.

Il s'agit notamment de renforcer le diagnostic agricole des documents d'urbanisme.

Le PLU de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE a fait appel à la Chambre d'Agriculture de la Meuse, ce qui a permis d'élaborer un diagnostic du monde agricole du territoire.

Le PLU a donc bien pris en compte le PRAD de Lorraine.

### **I.2.5. SCHEMA DEPARTEMENTAL DE CARRIERES**

Le SDC (révision approuvée le 4 février 2014) définit une politique de gestion des matériaux à l'échelle départementale. Ses orientations visent à rationaliser les prélèvements dans le sol et le sous-sol et à définir des niveaux de contraintes environnementales, les demandes d'autorisation de carrières devant être compatibles avec ces orientations. Le SDC a été adopté au début des années 2000 et doit faire l'objet d'une révision. Des travaux ont été lancés par la DREAL en 2010 afin de formuler des recommandations à l'échelle régionale. Concernant l'environnement, elles portent notamment sur les dispositions réglementaires relatives au SDAGE 2009 et à l'approche « trame verte et bleue ». Des préconisations sont aussi formulées quant au réaménagement des gravières ainsi que sur la prise en compte du paysage dans les schémas. De manière générale, les grandes orientations relatives à l'exploitation des matériaux du sous-sol visent à une économie de la ressource, notamment par la rationalisation des usages et la promotion des matériaux de substitution.

Aucun secteur n'est en exploitation actuellement sur la commune de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE.

### **I.2.6. AUTRES PLANS ET PROGRAMMES**

PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE n'est pas concerné par la Loi Montagne, la Loi Littoral, un Plan de déplacement urbain, une Directive de protection et de mise en valeur du paysage, un programme d'intérêt général de l'État.



## 2. ANALYSE DES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

### 2.1. DEFINITION DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE TOUCHÉES DE MANIÈRE NOTABLE PAR LA MISE EN ŒUVRE DU PLU

#### 2.1.1.1. La zone à urbaniser : Zones AU

Les zones à urbaniser couvrent des espaces réservés à l'urbanisation future. Il existe deux types de zones :

- **Les zones IAU**, qui correspondent aux espaces d'urbanisation à court ou moyen terme,
- **Les zones 2AU**, qui correspondent aux espaces d'extension urbaine à long terme. Leur ouverture à l'urbanisation ne pourra intervenir qu'après la consommation des zones IAU ou une modification / révision du PLU.

Ont été considérées comme « Zone susceptible d'avoir un effet notable » tous les zonages impliquant une modification de l'état de l'occupation des sols.

Sur la commune de PAGNY-LE-BLANCHE-CÔTE, une zone d'ouverture à l'urbanisation a été inscrite au Plan Local d'Urbanisme.

Zone susceptible d'avoir un effet notable	Surface en Ha	% de la surface totale
<b>ZONES A URBANISER</b>		
<b>IAU</b> : zone à urbaniser à court ou moyen terme	0,09	0,01
<b>TOTAL AU</b>	<b>0,09</b>	<b>0,01</b>

#### Sont interdits :

- Les affouillements et exhaussements du sol à l'exception de ceux indispensables pour la réalisation des types d'occupation ou d'utilisation autorisés.
- Les stationnements collectifs de caravanes non couverts et non clos.
- Les dépôts de véhicules, de déchets, de ferraille.
- Les installations de trackers solaires.
- Les installations établies pour plus de trois mois susceptibles de servir d'habitation ou pour tout autre usage et constituées par d'anciens véhicules de caravanes et des abris autres qu'à usage public, d'abri désaffecté.
- La réutilisation, pour tout usage :
  - o des containers,
  - o des caisses de camions,
  - o des éléments modulaires autres que ceux prévus pour des installations provisoires.

#### 2.1.1.1. La zone urbanisée : Zones U

Les zones urbaines sont repérées sur les documents graphiques par un sigle commençant par la lettre « U ».

Sur PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE, les zones urbaines à vocation d'habitat et d'activités compatibles se répartissent en **trois** zones :

**Tableau 4 : Zones U**

Zone non susceptible d'avoir un effet notable	Surface en Ha	% de la surface totale
<b>ZONES URBAINES</b>		
<b>Ua</b> : centre ancien	8,54	0,7
<b>Ub</b> : extension récentes	3,41	0,3
<b>Ur</b> : projet de renouvellement urbain	0,28	0,02
<b>TOTAL U</b>	<b>12,23</b>	<b>1,0</b>

### 2.1.1.2. Les zones agricoles : Zone A

Il s'agit de la zone agricole, à protéger et ainsi valoriser en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique de ces terres.

Dans tous les secteurs :

- Les constructions, équipements et installations techniques des services publics ou d'intérêt collectif.
- La réhabilitation des installations et bâtiments existants si elle n'affecte pas le caractère naturel de la zone ou si elle participe à la conservation du patrimoine culturel.
- les travaux visant à améliorer le confort ou la solidité des bâtiments à vocation d'habitation existants à la date d'approbation du présent PLU.
- La reconstruction d'une construction existante, s'ils n'aggravent pas la non-conformité, et si la construction existante est régulièrement autorisée à la date d'approbation du présent PLU.
- La reconstruction à l'identique (implantation, volume et hauteur) après sinistre des bâtiments existants régulièrement autorisés à la date d'approbation du PLU à condition que la reconstruction permette de se mettre à l'abri d'un nouveau sinistre. La reconstruction à l'identique est appréciée au moment du sinistre avec apport de preuves.

#### De plus dans la zone A :

- Les serres sont autorisées, à condition qu'elles soient nécessaires à l'agriculture.

#### De plus dans la zone Anc :

- Les nouvelles constructions sont interdites, sauf pour les annexes et les installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics.

#### De plus dans la zone Apv :

- Les constructions, les installations et équipements techniques liés aux activités de production d'électricité d'origine solaire,
- Des activités connexes, telles que le pastoralisme ou l'apiculture, pourront être admises au titre de l'entretien du site en phase d'exploitation,
- Les affouillements, exhaussements et édifications de murs de soutènement sont admis sous réserve qu'ils soient strictement nécessaires à la réalisation d'un projet admis dans la zone et sous réserve de la réglementation applicable.

Elle comprend trois secteurs :

**Tableau 5 : Zones A**

Zone non susceptible d'avoir un effet notable	Surface en Ha	% de la surface totale
<b>ZONES AGRICOLE</b>		
<b>A</b> : zone agricole	313,83	25,3
<b>Anc</b> : zones agricoles non constructibles	24,12	1,9
<b>Apv</b> : zone agricole destinée au développement de l'agrivoltaïque	43,22	3,5
<b>TOTAL A</b>	<b>381,17</b>	<b>30,7</b>

### 2.1.1.3. Les zones naturelles : Zone N

Ces zones couvrent les secteurs des communes, à préserver en raison soit de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages ou de leur intérêt écologique.

Le règlement de la zone « N » autorise, sous condition dans tous les secteurs :

- Les constructions, équipements et installations techniques des services publics ou d'intérêt collectif.
- La réhabilitation des installations et bâtiments existants si elle n'affecte pas le caractère naturel de la zone ou si elle participe à la conservation du patrimoine culturel.
- Les travaux visant à améliorer le confort ou la solidité des bâtiments à vocation d'habitation existants à la date d'approbation du présent PLU.

#### De plus dans la zone Nv :

- Les abris de jardins, à raison d'un unité par unité foncière, s'ils n'excèdent pas une emprise au sol de 12 m<sup>2</sup>.

#### De plus dans le secteur Nf :

- Les constructions, installations et travaux s'ils contribuent à l'entretien, à l'agrément ou à la valorisation des sites.

De plus, toutes les constructions sont interdites dans une bande de 50 mètres des lisières des zones Nf et 10 mètres de part et d'autres des berges des cours d'eau.

L'objectif de la zone N est notamment d'interdire toute nouvelle construction à usage d'habitation.

Cependant, **il existe des habitations isolées, implantées en zone N.**

Afin de permettre des évolutions des constructions existantes, des aménagements sont autorisés, à savoir : l'adaptation, la réfection ou l'extension mesurée (augmentation maximale de 30% de la surface totale de la construction existante si cette dernière a une emprise au sol de +80m<sup>2</sup>).

La zone N comprend 4 sous-secteurs :

**Tableau 6 : Zones N**

Zone non susceptible d'avoir un effet notable	Surface en Ha	% de la surface totale
<b>ZONES NATURELLES</b>		
<b>N</b> : naturelle	338,6	27,3
<b>Nf</b> : naturelle forêt	499,1	40,2
<b>Nv</b> : naturelle verger	2,1	0,2
<b>Nzh</b> : naturelle zones humides remarquables du SDAGE	7,6	0,6
<b>Total N</b>	<b>847,4</b>	<b>68,3</b>

### 2.1.1.4. Les dispositions réglementaires liées à des représentations graphiques spécifiques sur le règlement graphique

**Les éléments paysagers** identifiés en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme.

Pour les éléments de patrimoine naturel à conserver (haies, bosquets, arbres remarquables) identifiés sur les documents graphiques des dispositions particulières doivent être prises, le règlement indique : « Les travaux ayant pour effet de les modifier ou de les supprimer sont soumis à déclaration préalable conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme. »

Les coupes et abattages des arbres sont interdits sauf pour raison majeure de sécurité, sanitaire ou de restauration écologique.

**Toutes les constructions sont interdites dans une bande de 30 mètres des lisières des bois de plus de 4 ha.**

**Les éléments de bâtis et urbains** identifiés en application de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme

Le règlement précise les éléments du patrimoine présentant une qualité architecturale, urbaine (calvaires, croix, lavoirs) et paysagère identifiés aux documents graphiques en vertu du L.151-19 du code de l'urbanisme doivent être préservés.

L'entretien, l'aménagement, la confortation ou l'extension sont autorisés à condition de ne pas altérer la nature, la forme ou la qualité de l'élément.

Les travaux ayant pour effet de les modifier ou de les supprimer sont soumis à déclaration préalable conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme.

**Les zones humides**

Le règlement graphique a inscrit la majorité des zones humides remarquables du SDAGE en zones naturelles (Nzh, Nf).

## 2.2. DETERMINATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

« **L'enjeu** représente pour une portion du territoire, compte tenu de son état actuel ou prévisible, une valeur au regard de préoccupations patrimoniales, esthétiques, culturelles, de cadre de vie ou économiques. Les enjeux sont appréciés par rapport à des critères tels que la qualité, la rareté, l'originalité, la diversité, la richesse, etc. L'appréciation des enjeux est indépendante du projet : ils ont une existence en dehors de l'idée même d'un projet.

Cette partie vise à mettre en avant les principaux enjeux mis en lumière par l'état initial de l'environnement. Ces enjeux peuvent être des richesses à protéger sur le territoire de la commune de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE ou au contraire des menaces qui pèsent sur ce territoire, et qu'il faut prendre en compte pour le préserver.

Les enjeux constituent la synthèse de l'état initial, et permettent d'en faire ressortir les éléments essentiels.

### 2.2.1. DEFINITION DES ENJEUX ECOLOGIQUES LOCAUX

Trois niveaux d'enjeux écologiques sont définis au sein de la commune.

#### Les enjeux écologiques forts

Les zones à enjeux écologiques forts correspondent aux sites abritant des milieux et des espèces patrimoniales ou protégées, ainsi que les milieux essentiels au bon fonctionnement écologique du territoire. Les enjeux forts prennent également en compte les éléments identifiés au sein de la trame verte et bleue du SRCE, du SCOT et au niveau local.

Ils comprennent :

- Les sites protégés ou patrimoniaux :
  - o Les sites ayant une protection règlementaire (réserve naturelle, forêt de protection, réserve biologique...);
  - o Les sites Natura 2000 ;
  - o Les ZNIEFF de type I (hors zones de chasse des chiroptères) ;
  - o ENS ;
  - o Sites du Conservatoires des Espaces Naturels.
- Les habitats biologiques à enjeux :
  - o Les cours d'eau ;
  - o Les zones humides avérées ;
  - o Les milieux boisés, les bosquets et haies ;
  - o Les vergers ou fruticées.

#### Les enjeux écologiques moyens

Les zones à enjeux écologiques moyens correspondent aux sites abritant des milieux assurant des fonctions écologiques et la perméabilité pour le déplacement des espèces et abritant des espèces ordinaires.

Ils comprennent :

- Les sites patrimoniaux :
  - o Les ZNIEFF de type II ;
  - o Les zones de chasse des Chiroptères classées en ZNIEFF de type I.
- Les habitats biologiques à enjeux :
  - o Les zones humides potentielles
  - o Les milieux ouverts telles les prairies, les friches herbacées
  - o Les milieux semi-ouverts tels les fourrés et les friches arbustives

#### Les enjeux écologiques faibles

Les zones à enjeux écologiques faibles correspondent aux zones semi-naturels ou artificialisées à faible perméabilité pour le déplacement des espèces.

Ils comprennent :

- Les habitats biologiques :
  - Les milieux agricoles (cultures, prairies artificielles)
  - Les zones urbaines

## 2.2.2. LES ENJEUX AU SEIN DU PLU

### Des milieux naturels remarquables à protéger

La commune de Pagny-la-Blanche-Côte abrite des milieux naturels exceptionnels, qui sont protégés par différents outils :

- Les pelouses de la Blanche Côte, de la Côte des vignes et de la Côte de Chatillon (ZNIEFFI, Réserve naturelle Régionale) ;
- La Meuse et ses abords (site Natura 2000) ;
- Les boisements du vallon de la Viole (ZNIEFFI, ENS).

Ces milieux sont des joyaux à préserver de toute atteinte, et notamment les pelouses de la Blanche Côte, qui constitue un écosystème d'éboulis mobiles unique en Lorraine.

Par ailleurs, les milieux naturels ordinaires sont également importants à préserver sur la commune, et en particulier les **prairies de la vallée de la Meuse**, les **vergers des coteaux**, ou encore les **boisements**.

Ces milieux, sans être particulièrement riches ou rares du point de vue de la biodiversité, peuvent abriter de nombreuses espèces. Ils constituent la trame d'une nature ordinaire, mais essentielle à la faune et la flore, mais également à la population qui en bénéficie à de nombreux titres (lieux de promenade, agrément paysager, ressources renouvelables : bois, champignons, fruits, etc.).

La préservation de ces milieux face notamment à l'urbanisation profite à la biodiversité, mais également à la population, qui l'utilise directement ou bénéficie indirectement de ses effets.

### Assurer les continuités écologiques

La raison d'être de la Trame Verte et Bleue d'un PLU est non seulement de préserver les corridors de biodiversité (milieux structurants de chaque sous-trame écologique), mais essentiellement de garantir la fonctionnalité des écosystèmes par le maintien de continuités écologiques reliant les espaces naturels entre eux.

En la matière, les enjeux identifiés dans la commune sont :

La protection des **milieux remarquables de la trame thermophile** (Blanche Côte, Côte des vignes et Côte de Chatillon). Ces sites sont exceptionnels et sont le support d'une biodiversité inféodées aux milieux secs et chauds, rares en Lorraine.

Le maintien de la **continuité écologique de la Meuse et de la trame de milieux ouverts** prairiaux qui la bordent. Cet ensemble de milieux ouverts partiellement humides abrite également une biodiversité remarquable et permet une continuité à l'échelle du Département pour ces espèces.

Le **maintien et la restauration des haies**. Les haies existantes assurent des axes de déplacement, un refuge et une ressource alimentaire pour la faune, ainsi que la restauration de nouvelles haies. Elles participent également à la diversification du paysage. A Pagny-la-Blanche-Côte, les haies se sont raréfiées dans un contexte d'agriculture intensive, même si elles restent encore assez présentes le long des cours d'eau et dans les vallons. La restauration d'un réseau de haies plus dense favoriserait le déplacement des espèces.

La **protection des vergers et jardins**. Ces milieux sont essentiels à de nombreuses espèces et ont tendance à disparaître, pris en étau entre l'urbanisation qui s'étend et l'agriculture qui s'intensifie ;

Le maintien, la restauration et la protection des continuités écologiques bénéficient à l'ensemble de la biodiversité, mais également aux habitants du territoire, en leur assurant des espaces de loisirs et des services. En effet, c'est bien la nature ordinaire qui est le plus souvent le support de ces continuités écologiques.

## 2.3. EVALUATION DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES SUR L'ENVIRONNEMENT

Ce chapitre analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du plan local d'urbanisme sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement,

en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement.

Il évalue les effets occasionnés par le projet de PLU dans son ensemble sur le contexte environnemental de la ville de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE.

Cette évaluation vise à garantir le respect des exigences de préservation de l'environnement incluses dans les fondements d'un développement durable.

Les orientations du PADD ainsi que leurs traductions réglementaires sont examinées, en termes d'incidences sur l'environnement, positives ou négatives, temporaires ou permanentes.

Les orientations du PADD répondent aux objectifs de la commune en termes de renouvellement urbain, de consolidation de l'identité de la commune, de développement économique local, de préservation des paysages et des milieux naturels remarquable (Réservoirs de biodiversité, Natura 2000, ZNIEFF, ZHR, etc....), de prise en compte des risques naturels, et de développement numérique.

Les prochains chapitres traitent des Incidences notables prévisibles et des mesures envisagées pour chaque thématique environnementale abordée dans l'état initial.

## **2.4. CONSEQUENCES EVENTUELLES DU PLU SUR LES ZONES NATURELLES REVETANT UNE IMPORTANCE PARTICULIERE POUR L'ENVIRONNEMENT**

### **2.4.1. EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000**

#### **2.4.1.1. Zonage du PLU par rapport aux site Natura 2000**

Deux sites Natura 2000 sont présents sur le ban communal de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE :

- FR4100154 « Pelouses, forêt et fort de Pagny-la-Blanche-Côte » au niveau des côteaux ;
- FR4112008 « Vallée de la Meuse », au Sud du ban.

**Au plan de règlement, ces secteurs en Natura 2000 sont classés en « N, Nf, Nzh et A »**

#### **2.4.1.2. Conclusion : incidences sur les objectifs de conservation**

**Au regard du classement proposé par le zonage du PLU, celui-ci est sans effet sur le site NATURA 2000 :**

- Le projet de PLU n'a donc pas d'incidence sur les habitats d'intérêt communautaire
- Le projet de PLU n'a donc pas d'incidence sur les espèces d'intérêt communautaire.
- Le projet de PLU n'a aucun effet négatif sur les continuités écologiques.
- Le projet n'entraîne pas d'incidence négative significative sur l'état de conservation des habitats et des espèces et de la fonctionnalité du réseau Natura 2000.

#### **2.4.1.3. Mesures pour éviter, réduire et si possible compenser les effets négatifs du PLU**

En l'absence d'incidences avérées sur les sites Natura 2000, il n'est pas prévu de mesures d'évitement ou de réduction du PLU en faveur de Natura 2000.

### 2.4.2. EVALUATION DES INCIDENCES SUR UNE AUTRE ZONE NATURELLE D'IMPORTANCE PARTICULIERE

Dans ce chapitre, il est analysé les incidences notables prévisibles sur les sites bénéficiant d'une protection juridique ou bénéficiant d'une maîtrise foncière ou contractuelle.

Sur le territoire de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE, il est recensé une réserve naturelle régionale : « Eboulis et pelouses calcaires de Pagny-la-Blanche-Côte et Champoungny ». Celle-ci est incluse dans le périmètre du site Natura 2000 : « Pelouses, forêt et fort de Pagny-la-Blanche-Côte ».

Ce site est également recensé au sein des sites du Conservatoire des Espaces Naturels de Lorraine.

**Tableau 7 : Espaces protégés hors Natura 2000**

Espace protégé	Sites	Identifiant	Surface (ha)
Réserve Naturelle Régionale	Eboulis et pelouses calcaires de Pagny-la Blanche-Côte et Champoungny	RNR331	48,71
Sites du CEN Lorraine	Eboulis et pelouses calcaires de Pagny-la Blanche-Côte et Champoungny	FR1506475	48,71

**Au plan de règlement, ces secteurs sont classés en « N, Nf, Nzh et A ».**

Le PLU n'entraîne aucune modification directe ou indirecte de ce site.

### 2.4.3. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES SUR LES SITES NATURELS INVENTORIES NON PROTEGES : ZNIEFF ET ENS

Le PLU n'entraîne aucune modification directe ou indirecte des périmètres ou de l'état des sites naturels bénéficiant d'une zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF) ou s'inscrivant dans un Espace Naturel Sensible. Aucune zone potentiellement impactante (AU ou Emplacement réservé) n'est ouverte au sein des ZNIEFF ou des ENS.

### 2.4.4. TABLEAU RECAPITULATIF

Les sites naturels remarquables ont fait l'objet d'une attention particulière.

Ainsi, ils ont, dans la plupart des cas, bénéficié d'un classement en zone N inconstructible (N, Nf, Nzh) ou agricole (A, Anc) afin de préserver au mieux les habitats naturels identifiés et leur fonctionnalité écologique.

Le **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** présente les protections accordées par le PLU aux zones aturelles remarquables.

**Tableau 8 : Protection des zones naturelles par le PLU**

Zone naturelle	Protection par le PLU
Site Natura 2000	L'essentiel des périmètres est classé en zone Ns – Nf – AS Apv à la marge
ZNIEFF I (hors site Chiroptères)	Classées en Nf et N
ZNIEFF I Chiroptères	Classé en Nf et N, à la marge en Anc
ZNIEFF2	Classé en Nf, N, Nzh et A
ENS	Classés en N, NS et Nf
Cours d'eau classés en Réservoirs biologiques	Classés en N et Nzh Protégés par une bande inconstructible de 10 mètres de part et d'autre des berges

Aucune incidence significative n'est attendue sur ces sites et sur leurs composantes biologiques d'intérêt communautaire.



## 2.5. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES SUR LA PROTECTION DES ZONES HUMIDES.

### 2.5.1. ZONES HUMIDES BIBLIOGRAPHIQUES

Les zones humides supposées dans la bibliographie (SDAGE, BD-ZDH) sont épargnées de toute modification d'affectation des sols.

Sur le territoire de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE, les **données existantes** sur les Zones Humides sont les suivantes :

- ZH remarquables du SDAGE Rhin Meuse ;
- ZH potentielles du CEREMA.

Les zones humides remarquables du SDAGE sont classées en zone N, Nf et Nzh. Cependant, la zone humide remarquable du SDAGE « Méandre de la Meuse à Pagny-le-Blanche-Côte » recouvre la zone Ua à la marge.

**Tableau 9 : Protection des zones humides par le PLU**

Zone naturelle	Protection par le PLU
Zone Humide Remarquable du SDAGE Rhin-Meuse	Classées en zone N, Nf, Nzh, Ua
Zone Humide Potentielle du CEREMA aléa fort	Classées en zone N, Nzh, A, Ua, Ur

Une zone d'extension est prévue au sein du zonage du Plan Local d'Urbanisme de la commune de **PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE**. Ce secteur a fait l'objet de sondages pédologiques.

### 2.5.2. INVENTAIRE DE TERRAIN SUR LA ZONE D'EXTENSION



**Carte 1 : Localisation de la zone d'extension**

### 2.5.2.1. Données bibliographiques

#### ❖ Géologie

La carte géologique (éditions du BRGM) au 1/50 000 montre que la zone d'étude se situe sur une seule couche géologique, il s'agit de calcaires coralliens (Calcaire supérieurs et calcaires en plaquettes) de l'Oxfordien moyen à supérieur, notés j5-6.

#### ❖ Pédologie

Le référentiel régional pédologique de Lorraine présente des ensembles pédologiques plus ou moins homogènes appelés Unités cartographiques de Sols (UCS). Une UCS peut comprendre un ou plusieurs polygones ou plages cartographiques présentant des caractéristiques homogènes. La taille de ces plages cartographiques (superficie, forme) et donc des UCS dépend de l'échelle de représentation de la carte.

Les UCS sont constituées par un ou plusieurs types de sols ou Unités Typologiques de Sols (UTS). Leur nombre est fonction de la complexité du milieu et de l'échelle de représentation de la carte.

**La zone d'étude se situe sur une seule UCS (Unité Cartographique des Sols) :**

**UCS n°1203 : Vallée de la Meuse, basses terrasses et replats cultivés des versants, sur alluvions anciennes et calcaires friables de l'Oxfordiens : sols argilo-limoneux à limono-argileux, sains, généralement peu profonds, décarbonatés ou calcaires.**

#### ❖ Zone potentielle humide – CEREMA

La carte des zones potentiellement humides a été réalisée par le CEREMA Est pour la DREAL Grand Est sur l'emprise de l'ex-région Lorraine. Elle résulte d'un travail de **modélisation au 1/25 000ème** par superposition de 8 masques, pondérés entre 1 et 3 selon l'échelle et la pertinence des données utilisées : topographie, cartes d'Etat-Major, hydrographie, inondations, remontée de nappe, indice de développement et de persistance des réseaux, pédologie, géologie. L'échelle de ces données varient entre 1/25 000 et 1/250 000ème (sauf pour la carte géologique au 1/1000000ème). La carte des zones potentiellement humides présente un découpage régional final en trois types de zones : zones à potentiel humide faible, moyen ou fort.

**Le projet est concerné par la cartographie de pré-indication au niveau « moyen » dans son intégralité.**

### 2.5.2.2. Expertise de terrain

La cartographie des habitats ainsi que les relevés floristiques ont été réalisés à partir des données relevées conjointement à la réalisation des sondages pédologiques le 25 septembre 2024.

#### ❖ Définition d'une zone humide

L'arrêté ministériel du 24 juin 2008 (JORF n° 0159), modifié par l'arrêté ministériel du 1er octobre 2009 (JORF n°0272) définit les zones humides comme suit :

« Un espace peut être considéré comme Zone Humide » dès qu'il présente l'un des critères suivants :

- ses sols correspondent à un ou plusieurs types pédologiques, exclusivement parmi ceux mentionnés dans la liste figurant à l'annexe I.1 et identifiés selon la méthode figurant à l'annexe I.2 au présent arrêté. Le préfet de région peut supprimer de cette liste certains types de sol, après avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel;
- sa végétation, si elle existe est caractérisée:
  - soit par des espèces indicatrices de zones humides, identifiées selon la méthode et la liste d'espèces figurant à l'annexe, complétée, si nécessaire, par une liste additive d'espèces arrêtée par le préfet de région sur proposition du conseil scientifique régional du patrimoine naturel ,

- soit par des communautés d'espèces végétales, dénommées "habitats", caractéristiques de zones humides, identifiées selon la méthode et la liste correspondante figurant à l'annexe 2.2».

### Sur critères floristiques

« L'examen des espèces végétales doit être fait à une période où les espèces sont à un stade de développement permettant leur détermination. La période incluant la floraison des principales espèces est à privilégier.

Comme pour les sols, cet examen porte prioritairement sur des points à situer de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide, suivant des transects perpendiculaires à cette frontière. Le nombre, la répartition et la localisation précise de ces points dépendent de la taille et de l'hétérogénéité du site, avec 1 point (= 1 placette) par secteur homogène du point de vue des conditions mésologiques.

Sur chacune des placettes, l'examen de la végétation vise à vérifier si elle est caractérisée par des espèces dominantes, identifiées selon le protocole ci-dessous, indicatrices de zones humides, c'est-à-dire figurant dans la liste mentionnée au 2.1.2.»

### Sur critères pédologiques :

« Le périmètre de la zone humide est délimité, au titre de l'article L. 214-7-I, au plus près des points de relevés ou d'observation répondant aux critères relatifs aux sols ou à la végétation mentionnés à l'article 1er. Lorsque ces espaces sont identifiés directement à partir de relevés pédologiques ou de végétation, ce périmètre s'appuie, selon le contexte géomorphologique soit sur la cote de crue, soit sur le niveau de nappe phréatique, soit sur le niveau de marée le plus élevé, ou sur la courbe topographique correspondante.»

Les sols faisant référence aux zones humides correspondent aux :

- Histosols (sols tourbeux)
- Réductisols (sols à gley) sous réserve que les horizons de gley apparaissent à moins de 50 cm de la surface
- Aux autres sols caractérisés par :
  - des traits rédoxiques débutant à moins de 25 centimètres de profondeur dans le sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur;
  - des traits rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de profondeur dans le sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et des traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 centimètres de profondeur.»

### ❖ Résultats sur critères floristiques

Les habitats biologiques de l'ensemble de la zone d'étude ont été prospectés lors d'une seule campagne le 25 septembre 2024. Cette méthode ne permet pas un inventaire exhaustif de la flore mais est suffisante pour la caractérisation de cette dernière et l'identification des habitats biologiques.

La cartographie des habitats biologiques a été réalisée au vu de la flore inventoriée sur le terrain. L'examen de la végétation consiste à déterminer si celle-ci est hygrophile à partir soit directement des espèces végétales, soit des communautés d'espèces végétales dénommées « habitats ».

L'ensemble de la zone d'étude est composé d'une prairie améliorée mésophile, caractérisé par la domination des graminées fourragères (Ray-grass, Houlque laineuse, Pâturin des prés, Chiendent, Fétuque des prés, Dactyle aggloméré). Des espèces dicotylédones communes d'accompagnement sont présentes comme l'Ortie, la Grande oseille, la Potentielle rampante, la Renoncule bulbeuse, le Plantain lancéolé, l'Achillé millefeuille, l'Amaranthe blette, le Liseron des champs, le Pissenlit, le Cirse des champs, la Berce commune, le Trèfle des prés...

**Tableau 10 : Habitat biologique**

Code Corine biotope	Habitat biologique	Déterminant de zone humide
81	Prairie améliorée	Pro-partie

Ainsi, d'après l'arrêté du 24 juin 2008 et la liste des « Habitats caractéristiques des zones humides » de l'Annexe II - Table B. (Habitats humides selon la nomenclature CORINE Biotopes), aucun habitat biologique n'est caractéristique de zone humide.

**On conclut à l'absence de zone humide sur critères floristiques.**

## ❖ Résultats sur critères pédologiques

Afin de vérifier la présence ou absence de zones humides, une expertise a été réalisée sur la base de **l'étude de profils de sol**. Cinq sondages pédologiques ont ainsi été mis en œuvre **sur une seule campagne le 12 septembre 2024**

**La méthodologie demandée par l'arrêté ministériel a été respectée**, puisque les sondages pédologiques excèdent tous 50 cm, ce qui permet de statuer sur leur caractère humide ou non. Ces sondages permettent d'avoir une vision globale des conditions d'hydromorphie du sol de la zone d'étude.

Les sondages pédologiques ont été placés à des endroits stratégiques permettant :

- de tirer des enseignements pour une zone géographiquement étendue aux alentours ;
- de préciser les limites entre zones humides et non humides.

Les résultats des sondages pédologiques sont présentés sur la carte en page suivante.

Les sondages montrent un sol moyennement profond, sain, à dominante limono-argileuse à argilo-limoneux en profondeur, avec une pierrosité calcaire croissante en profondeur.

**Aucun sondage pédologique ne témoigne d'un sol hydromorphe (Classe GEPPA V), on conclut à l'absence de zone humide sur critère pédologique.**



**Carte 2 : Localisation et résultats des sondages pédologiques**

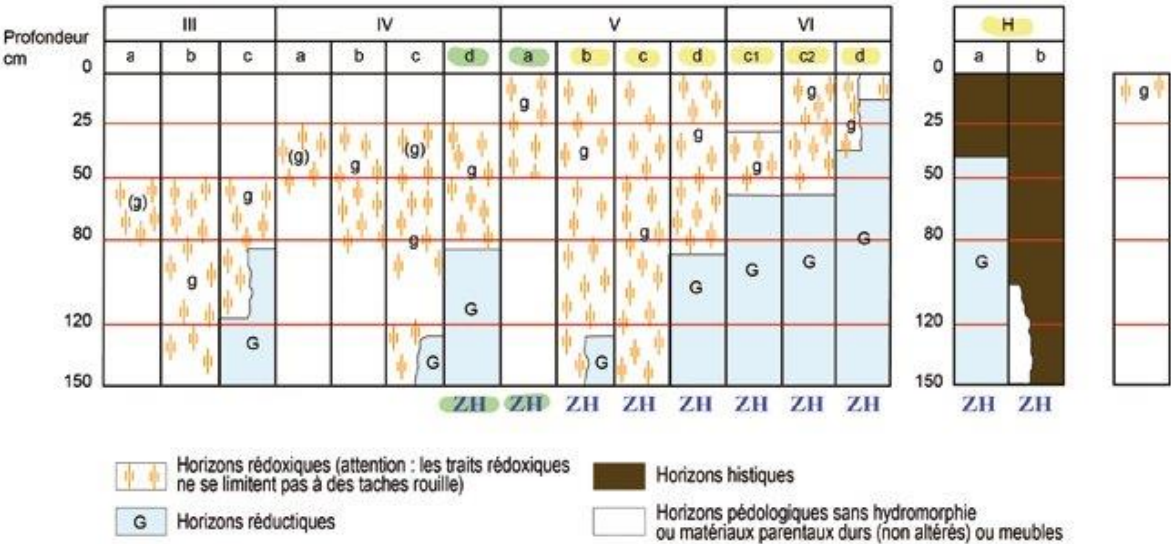


Figure 1 : Classes d'hydromorphie et sols de zones humides

Proposition d'une nouvelle version 2014 modifiée et complétée. Adaptée d'après les « classes de drainage naturel interne » du Groupe d'Études des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA, 1981)

(g) = caractère rédoxique peu marqué

-g = caractère rédoxique marqué

Correspondances avec les types du Référentiel Pédologique 2008 :

Hb divers histosols

Ha réductisols typiques éphistiques

Vld réductisols typiques

Vlc1 – Vlc2 rédoxisols réductiques

IVd – Vd rédoxisols à horizons réductiques de profondeur

Tableau II : Tableau descriptif des sondages pédologiques






Sondages	Profondeur	Nature du sol	Hydromorphie	Classification GEPPA	Résultats
1	0-30	Limono-argileux	/	NC	NH
	30-60	Argilo-limoneux + débris calcaire	/		
	60-90	Argilo-limoneux + débris calcaire	/		
2	0-30	Limono-argileux	/	NC	NH
	30-60	Argilo-limoneux + débris calcaire	/		
	60-90	Argilo-limoneux + débris calcaire	/		

(g) = caractère rédoxique peu marqué

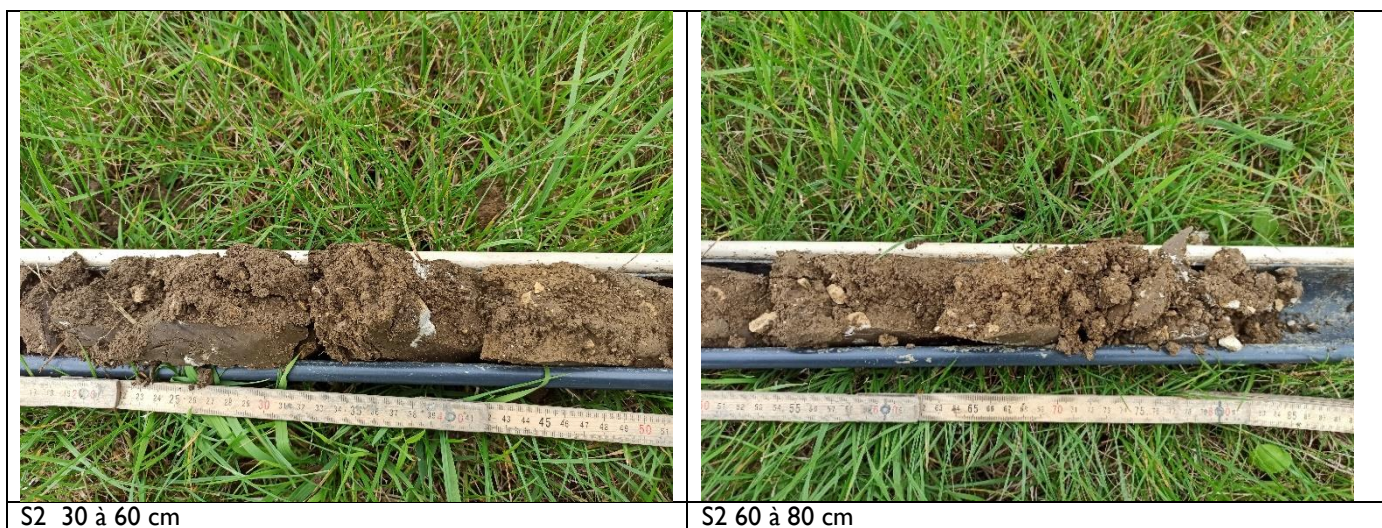
g = caractère rédoxique marqué

NH = non humide



	
<p>Sondage I</p>	<p>SI 10 à 30 cm</p>
	
<p>SI 30 à 60 cm</p>	<p>SI 60 à 90 cm</p>
	
<p>Sondage 2 : vue du site</p>	<p>S2 0 à 30 cm</p>





**Figure 2 : Photographies des sondages**

❖ Conclusion

L'analyse des critères pédologiques et floristiques permet de statuer sur le caractère hydromorphe d'un sol.

**Aucune zone humide sur critères floristiques n'a été identifiée.**

**Aucune zone humide sur critères pédologiques n'a été identifiée.**

**On conclut à l'absence de zone humide au sein de la Zone IAU de PLU de Pagny-la-Blanche-Côte**

## 2.6. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES SUR LES CONTINUITES ECOLOGIQUES (TVB)

### 2.6.1. LES TVB D'INTERET SCOT DE COMMERCE-VOID-VAUCOULEURS

Le SCOT de Commerce-Void-Vaucouleurs est en cours d'élaboration.

La trame verte et bleue du SCOT n'a pas encore été étudiée.

### 2.6.2. LES TVB D'INTERET LOCAL

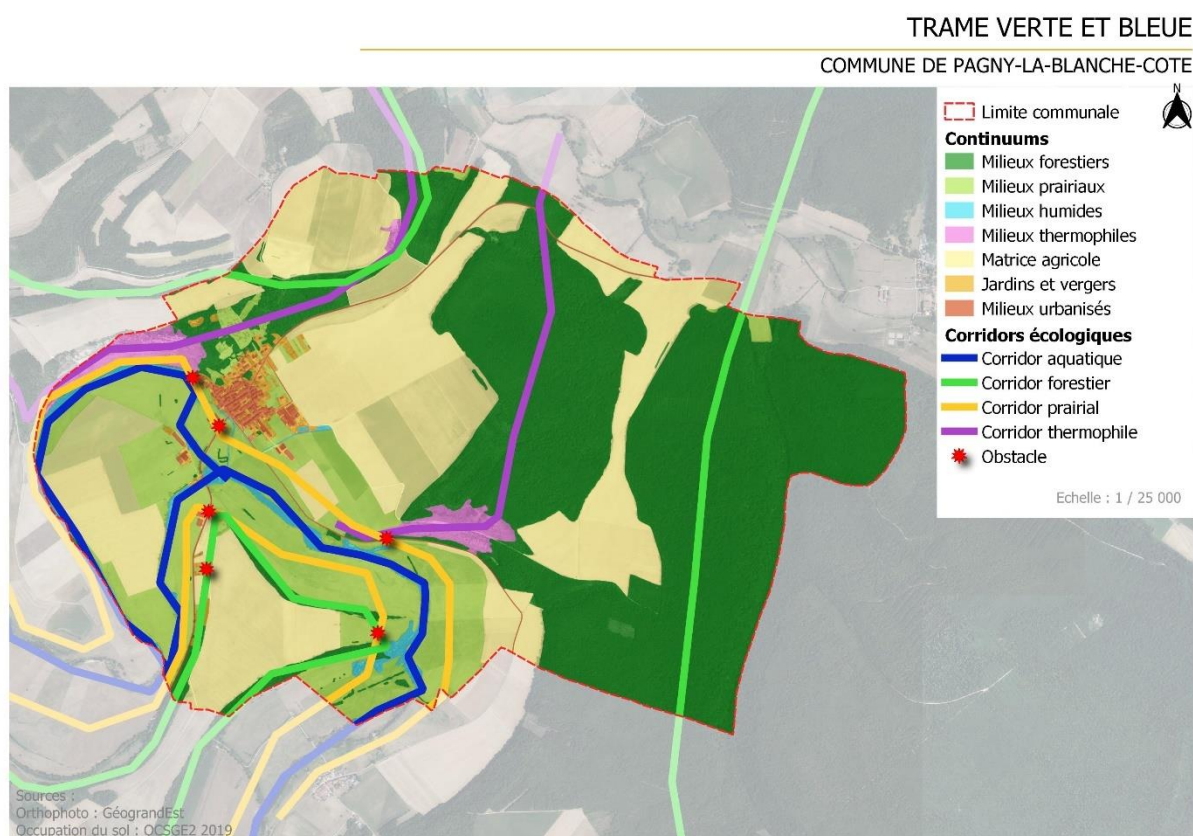
A l'échelle de la commune de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE, les ensembles forestiers sont importants sur le territoire communal. Les boisements structurent le paysage et permettent la présence et le déplacement de la plupart des espèces de faune et de flore présentes. Mais cette importance surfacique ne doit pas faire oublier les disparités qui peuvent exister au sein des milieux forestiers, ni les obstacles qui provoquent des coupures importantes.

Les milieux prairiaux occupent 20% de l'espace communal essentiellement en fond de vallon.

Plusieurs corridors forestiers sont présents sur la commune et notamment au niveau du bois de Pagny ainsi qu'au Nord et au Sud de la commune.

Deux corridors des milieux prairiaux sont présents dans la vallée de la Meuse.

La vallée de la Meuse est néanmoins considérée comme un corridor écologique des milieux aquatiques.

**Carte 3 : la TVB communale**

Une Trame verte et bleue locale a été définie dans l'état initial et prise en compte lors de l'élaboration du règlement du PLU.

Ainsi, l'ensemble des corridors (ouverts, forestiers, aquatiques) ainsi que les réservoirs de biodiversité ont été pris en compte dans le PLU.

**Tableau 12 : Protection de la Trame Verte et Bleue par le PLU**

Élément de la Trame Verte et Bleue	Mode de protection
<b>Réservoirs de biodiversité</b>	
Réservoirs d'intérêt national ou régional (APPB, ZNIEFF I, site Natura 2000, cours d'eau, ENS)	Zone N, Nf, Nzh ou A (minoritairement zone Ua) Inconstructibilité à 10m des cours d'eau.
Réservoirs d'intérêt local : vergers	Classement majoritairement en zone N dont Nv et Nf, en zone A et Anc et en zone Ua et Ub à la marge
Réservoirs d'intérêt local : massifs forestiers de plus de 25 hectares	Classement majoritairement en zone Nf
Réservoirs d'intérêt local : éboulis et pelouses sèches	Classement en zone N
Réservoirs d'intérêt local : prairies permanentes	Classement majoritairement en zone A et Anc ou N et Nv Quelques prairies se situent en zones urbaines Ua et Ub.
Réservoirs d'intérêt local : vergers	Classement majoritairement en zone N dont Nv, Nzh, en zone A et Anc et en zone Ua à la marge
<b>Corridors écologiques</b>	
Corridors aquatiques	Protégés par une bande inconstructible de 10 mètres de part et d'autre des berges Classement en N et Nzh
Corridors des milieux boisés	Classement en zone N et Nf majoritairement ainsi qu'en zone A à la marge Haies, bosquets : classement en ERP.
Corridors des milieux prairiaux	Classement en zone N, Nzh et A



Corridors de milieux thermophiles	Classement en N et Nf
-----------------------------------	-----------------------

L'analyse des incidences sur la Trame Verte et Bleue ne met en évidence aucun secteur à enjeu urbanistique.

Le réseau des haies, les prairies, les bois et les zones humides sont ainsi préservés.



**Nous concluons à une compatibilité du plan de règlement avec les TVB locales**

## 2.7. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES SUR LE PAYSAGE

### 2.7.1. CADRE PAYSAGER GENERAL

La commune de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE possède un paysage et un cadre exceptionnel qui constitue son identité.

Les deux côtes calcaires en forme d'arc-en-ciel exposés plein Sud avec un panel d'habitats remarquables et une flore et une faune rare.

### 2.7.2. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LE PAYSAGE

La préservation du patrimoine paysager est l'un des axes majeurs du PADD qui affiche clairement l'Orientation 1.3 : « Maintenir et mettre en valeur le cadre paysager remarquable à toutes les échelles » les objectifs de maintien et de valorisation de l'identité paysagère du territoire.

Le PLU permet la protection de nombreux atouts du territoire.

Les éboulis et pelouses calcaires caractéristiques du paysage de Pagny-la-Blanche-Côte sont classés en zone N, Nzh et Nf avec une construction limitée.

Le développement urbain en prise directe avec les paysages agricoles sont les plus impactant pour le paysage. Aussi, le PADD précise que les franges urbaines et entrées de village soit préservée de manière à limiter l'impact paysager lors du développement du territoire.

## 2.8. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES SUR LES RESSOURCES NATURELLES

### 2.8.1. RESSOURCES ET RICHESSES GEOLOGIQUES

Aucune carrière n'est présente sur le territoire.

Le PLU ne prévoit aucune zone permettant l'ouverture d'une carrière

Le PLU tient compte du Schéma Départemental des Carrières et reste donc compatible avec ce Schéma.

 **Le PLU n'a aucune incidences sur les ressources naturelles.**

### 2.8.2. RESSOURCE PEDOLOGIQUE, QUALITE DES SOLS

L'activité agricole de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE reste un pilier de l'économie local.

Il convient donc de protéger l'agriculture en tant qu'activité économique, de favoriser sa diversification et de mettre en place tous les moyens pour assurer la pérennité des exploitations.

L'activité agricole contribue aussi à l'aménagement du territoire, par son impact sur les milieux naturels, la biodiversité et les paysages : les modes de culture ont des conséquences directes sur la diversité des paysages et la richesse écologique des milieux.

Le PLU a pour ambition de lutter contre l'imperméabilisation excessive des sols pouvant accentuer le risque d'inondation et de valoriser les pratiques agricoles et sylvicoles respectueuses de la sensibilité des espaces naturels. Cette ambition transparaît dans les orientations 1.1, 1.2 et 1.7 du PADD :

- Préserver et mettre en valeur le capital naturel
- Préserver et régénérer le rôle de la « biodiversité ordinaire »
- Soutenir l'agriculture et transmettre le terroir

Le règlement et le zonage intègrent cet objectif en n'ouvrant aucune zone à l'urbanisation.

Le PLU a été pensé afin de préserver au maximum les activités agricoles. Ainsi, les constructions ne seront notamment non autorisées à proximité des bâtiments agricoles concernés par un périmètre de réciprocité.

Par ailleurs, les exploitants qui ont émis le souhait de pouvoir diversifier leur activité pourront le faire. Le règlement du PLU autorise par conséquent ces démarches.

 **Il n'y a pas d'OAP propre à la préservation de la qualité des sols et de la ressource pédologique.**

### 2.8.3. RESSOURCE EN EAU

La ressource en eau s'entend à différents niveaux : eaux de baignades et de loisirs (absent de Pagny-la-Blanche-Côte), ressource en eau potable et non potable (pas de situation critique d'un point de vue quantitatif) et assainissement.

L'Orientation n° I.1 consacrée au capital naturel a pour objectif de :

- Restaurer / maintenir la trame bleue en coservant l'ensemble des milieux humides ;
- Restaurer / maintenir et entretenir les ripisylves des cours d'eau.

La qualité des eaux de surface est globalement bonne pour la Meuse.

Cette ressource vitale est donc un capital à préserver de toute atteinte, qui menacerait non seulement la qualité du milieu naturel, mais également l'approvisionnement en eau de toute la population.

**Les périmètres de protection des captages** visent la préservation de la ressource en eau potable. L'instruction des dossiers est réalisée par la délégation territoriale de l'Agence Régionale de Santé. La déclaration d'Utilité Publique est prise par le préfet et les périmètres constituent des servitudes d'utilité publiques. Certains de ces périmètres ont déjà fait l'objet d'un arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique et sont annexés au PLU.

Certaines parties du territoire de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE sont couvertes par des périmètres de protection qu'ils soient immédiat, éloignés ou rapprochés. Les règlements de ces périmètres, permettant la préservation de la ressource en eau, se surimposent au règlement du PLU.

La préservation de la trame verte et bleue est également une orientation générale du PADD (orientation I.1).

Les incidences négatives peuvent être liées à l'augmentation de la population nécessitant des pompages en eau plus conséquents ainsi que l'urbanisation dans les périmètres de protection de captage.

Les incidences positives du PLU sont liées à la préservation des ripisylves (recul de 10 mètres au cours d'eau), haies et bosquets en protection qui permettent indéniablement de protéger les cours d'eau et petits ruisseaux

De plus, la densification dans les dents creuses ou proches de la zone agglomérée permet d'optimiser la desserte en réseau d'eau potable.

La zone d'extension se situe hors des périmètres de captage d'eau.

 **Le PLU n'aura pas d'incidence notable négative ou positive sur la gestion de la ressource en eau.**

## 2.9. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES LIEES AUX NUISANCES

### 2.9.1. INCIDENCES SUR LA CIRCULATION ROUTIERE

#### 2.9.1.1. Objectifs du PADD

Orientation n°1.5 : Agir en faveur des mobilités douces pour (re)découvrir le territoire

#### 2.9.1.2. Mesures / solutions proposées

Poursuivre le développement des mobilité douces comme support récréatif, voire même pédagogique en partenariat avec la communauté de communes.  
Sécuriser les déplacements piétons ; mettre en place des règles de stationnement, réaliser des espaces dédiés.

 **La mise en œuvre du PLU aura des incidence notables positives sur la gestion de la circulation routière.**

### 2.9.2. GESTION DES DECHETS

#### 2.9.2.1. Généralités

##### Généralités

La gestion des déchets, qu'ils soient produits par les ménages, les artisans, les commerçants, les entreprises, le monde agricole ou les collectivités territoriales, représente un enjeu important, tant au regard des impacts environnementaux et sanitaires que de la nécessaire préservation des ressources. En 2019, chaque français produisait 580 kg d'ordures ménagères par an (ADEME, 2019).

Le Grenelle de l'Environnement l'a rappelé, en insistant sur le besoin d'une meilleure connaissance des flux de déchets et de leurs coûts de gestion.

##### Gestion des déchets sur le territoire

Dans la Communauté de Communes Commercy Void Vaucouleurs, les déchets ménagers et assimilés sont gérés la communauté de communes qui assure la collecte, le tri et le traitement des déchets.

La collecte des ordures ménagères résiduelles (OM r) en sac et celle du tri sélectif (bac jaune) se font en même temps toutes les deux semaines le lundi.

La collecte du tri sélectif est assurée à Pagny-la-Blanche-Côte les mardis des semaines impaires.

Des points-tri papiers cartons et verre sont présents sur la commune.

La déchetterie de Vaucouleurs est la déchetterie la plus proche de la commune et est ouverte les lundis, mercredis, vendredis et samedis.

Le PADD et le règlement n'évoque pas la problématique de gestion des déchets. Il n'y a pas d'OAP propre à ce thème.

La gestion des déchets -qu'ils soient produits par les ménages, les artisans, les commerçants, les entreprises, le monde agricole ou les collectivités territoriales- représente des enjeux majeurs tant au regard des impacts environnementaux et sanitaires que de la nécessaire préservation des ressources.

**Selon l'ADEME, en 2020, chaque français a produit 4,6 T de déchets :**

- **0,500 T de déchets ménagers**
- **0,950 T de déchets par les entreprises (hors construction)**
- **3,150 T de déchets (construction)**

Le Grenelle Environnement l'a rappelé, en insistant sur le besoin d'une meilleure connaissance des flux de déchets et de leurs coûts de gestion.

**Puisque l'objectif communal est de stabiliser la population, la production de déchets restera également stable.**



**Le PLU n'aura pas d'incidence notable négative ou positive sur la gestion des déchets**

### 2.9.3. INCIDENCES SUR LA CONSOMMATION D'EAU POTABLE ET PRODUCTIONS D'EAUX USEES

La commune de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE est en assainissement collectif avec quelques habitations en assainissement autonome. La STEP présente sur le ban permet un traitement des eaux usées domestiques par des filtres plantes de roseaux de 240 équivalent-habitants (taille nominale).

La commune se fixe un objectif de stabilisation de la population  
La capacité de traitement des stations d'épuration sera ainsi suffisante.  
L'impact sur la station d'épuration reste non significatif en termes de risque de saturation des ouvrages épuratoires et donc de risques sur les milieux récepteurs.

**Nous pouvons conclure à l'absence d'incidences sur l'ouvrage épuratoire avec l'objectif de population envisagés de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE.**

### 2.9.4. POLLUTION LUMINEUSE ET QUALITE DU CIEL NOCTURNE

Sur le territoire de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE est relativement faible autour du village.

La préoccupation assez récente liée à la perte de qualité des ciels nocturnes sous l'effet d'un éclairage artificiel de plus en plus important (+94% depuis 1990 en France) rappelle les intérêts multiples d'une nuit noire : intérêt écologique (pour les espèces lucifuges, par exemple), intérêt financier (économies d'énergie), intérêt esthétique et scientifique (ciel étoilé, astronomie), intérêt de santé public (fatigue oculaire, dérèglement des rythmes biologiques, ...).

Il est donc important de repenser les modes d'éclairages pour à la fois améliorer le cadre de vie et maintenir une qualité du service. Il existe trois axes pour y parvenir :

- optimiser l'orientation de l'éclairage, par l'utilisation d'un abat-jour focalisant la lumière vers les zones à éclairer ;
- optimiser le rendement d'éclairage, par l'utilisation de diodes électroluminescentes plus efficaces que les lampes à incandescence.

optimiser la période d'éclairage soit par l'installation de détecteurs de mouvements ou en choisissant une plage horaire ciblée en fonction de la fréquentation.

Exemple :

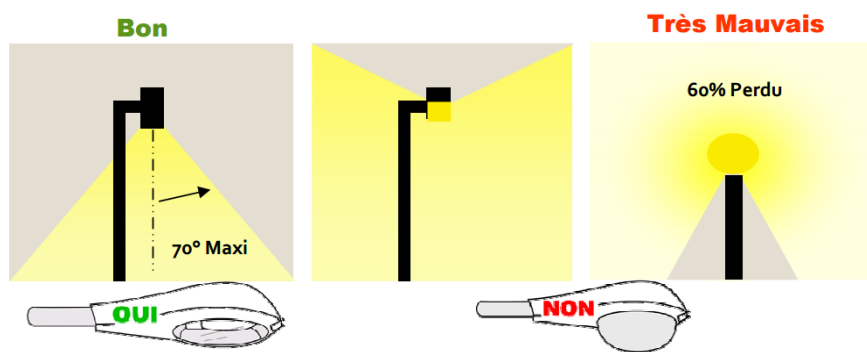
Certains chiroptères comme les espèces du genre *Plecotus*, *Myotis* et *Rhinolophus* sont lucifuges contrairement aux Noctules, Sérotines et Pipistrelles (Rydell, 1992). Les insectes (micro-lépidoptères majoritairement, source principale d'alimentation des chiroptères) attirés par les lumières s'y concentrent ce qui provoque une perte de disponibilité alimentaire pour les espèces lucifuges (espèces généralement les plus rares et les plus sensibles). Les zones éclairées constituent des barrières pour les espèces forestières. Cette pollution lumineuse perturbe

les déplacements des espèces sensibles et peut conduire à l'abandon de zones de chasse par les espèces forestières.

Aussi, tout éclairage permanent est à proscrire le long des voiries, surtout s'il s'agit d'halogènes, sources puissantes et dont la nuisance sur l'entomofaune et donc sur les chiroptères lucifuges est plus accentuée. Une utilisation ponctuelle peut être tolérée, seulement si les conditions suivantes sont respectées :

- minimiser les éclairages inutiles, notamment en lisière forestière.
- mise en place d'un minuteur ou d'un système de déclenchement automatique
- éclairage au sodium à basse pression ;
- orientation des réflecteurs vers le sol (Figure 2)
- l'abat-jour doit être total ; le verre protecteur plat et non éblouissant (Fiche technique Biodiversité positive, 2008)

**Figure 3: Adaptation de l'éclairage urbain en faveur des chiroptères.**



L'application durable de cette mesure garantira le maintien des espèces forestières. Cette mesure sera également favorable à l'ensemble de la faune du secteur. En effet, la pollution lumineuse entraîne une modification du rythme circadien de la faune (entomofaune, avifaune, mammifères).

**Le PADD, le zonage et le règlement n'évoquent pas cette problématique.**

### 2.9.5. NUISANCES ACOUSTIQUES

La commune de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE n'est pas concernée par une infrastructure de transport terrestre classée ni par une route à grande circulation.

Il n'y a pas de problématique concernant les nuisances acoustiques.

### 2.9.6. QUALITE DE L'AIR

La Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) affiche notamment les objectifs suivants :

- réduire le trafic automobile ;
- favoriser les transports en communs (TC) et autres moyens de déplacements économes en énergie et moins polluants dont les bicyclettes ;
- encourager les entreprises et les collectivités publiques à favoriser le transport moins polluant de leur personnel par utilisation des transports en commun et du co-voiturage.

Le PLU de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE n'a pas pour ambition d'améliorer la qualité de l'air.

Pour autant, son PLU prend bien en compte le SRCAE et La Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE).

**Tableau 13 : Prise en compte de la loi LAURE**

Objectif de la loi LAURE pouvant concerner un PLU	Réponse du PLU de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE			Prise en compte
	PADD	Règlement et zonage	OAP	
réduire le trafic automobile,	<b>Orientation n°2 : organiser le développement de la commune pour offrir un territoire accueillant pour tous.</b>  Les transports et les déplacements  Encourager les modes de déplacements doux sur la commune par : <ul style="list-style-type: none"> <li>• un réseau viaire cohérent destiné à améliorer les circulations douces...</li> <li>• ... et la création de cheminements piétons et cyclables hors agglomération, en évitant les discontinuités, pour permettre la promenade, la découverte de l'environnement autour du village.</li> </ul>	Sans effet	Sans effet	Pris en compte
favoriser les transports en communs (TC) et autres moyens de déplacements économes en énergie et moins polluants dont les bicyclettes,		Sans effet	Sans effet	Pris en compte
organiser le stationnement notamment en dehors des centres des villes,		Sans effet	Sans effet	Pris en compte
encourager les entreprises et les collectivités publiques à favoriser le transport moins polluant de leur personnel par utilisation des TC et du co-voiturage.		Sans effet	Sans effet	Pris en compte

**Le PLU n'a pas incidences notables prévisibles sur la qualité de l'air.**

## 2.10. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES SUR L'ÉNERGIE ET LE CLIMAT

### 2.10.1. BILAN DES ÉMISSIONS DE GES DU PLU DE PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE

La Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) transcrite au niveau national les réglementations internationales et européennes. Parfois désignée du nom de son auteur "Loi Lepage", elle a eu 10 ans en 2007.

Publiée au journal officiel le 01/01/1997 elle remplace la précédente loi du 02/08/1961 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique et les odeurs, et complète la loi du 19/07/1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Pour réduire les nuisances (pollution de l'air, bruit) et maîtriser la consommation énergétique, la LAURE fixe des objectifs que les documents d'urbanisme et de planification devront intégrer :

- Réduire le trafic automobile,
- Favoriser les transports en communs (TC) et autres moyens de déplacements économes en énergie et moins polluants dont les bicyclettes,
- Aménager le réseau de voiries pour favoriser les déplacements cités ci-dessus,
- Organiser le stationnement notamment en dehors des centres des villes,
- Encourager les entreprises et les collectivités publiques à favoriser le transport moins polluant de leur personnel par utilisation des transports en communs et du co-voiturage.

**Dans son orientation générale n° I .5 « Agir en faveur des mobilités douces pour (re)découvrir le territoire, le PADD a pour orientations de :**

- Développer les mobilités douces et ;
- De sécuriser les déplacements piétons.

Le PLU n'a pas incidence négative notable prévisible sur l'énergie et le climat. Il contribuera à sa mesure aux efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment au travers de son travail sur les transports.

**Le PLU n'a pas incidence négative notable prévisible sur l'énergie et le climat. Il contribuera à sa mesure aux efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre, notamment au travers de son travail sur les transports.**

D'après l'INSEE 2020, **40,9% des ménages possèdent 1 voiture**. Ceci s'explique par le fait que l'essentiel des ménages travaillent dans le secteur de Toul, Nancy ou Neufchâteau.

En valeurs réelles, **41 ménages (sur 102 ménages au total à PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE) possèdent une voiture**, et 49 ménages en possède deux voitures ou plus soit un nombre total de véhicules de **139 voitures**.

L'analyse de l'évolution de la structure des ménages de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE permet de mettre en évidence une diminution du nombre de personnes par ménage passant d'après les projections démographiques d'une taille de ménage de 2,28 en 2020 à 2,18 en 2031.

Le kilométrage parcouru en moyenne annuelle par le parc automobile est d'environ **15000 km/an lié à la proximité des villes moyennes (Toul, Nancy et Neufchâteau)**.



A raison d'une consommation moyenne de carburant de **6 L/100 km**, ces déplacements nécessitent de brûler environ **900 litres /an/ voiture** soit pour l'ensemble du parc auto de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE : **125 100 litres/an**.

A raison de 2,3 kg de CO<sub>2</sub> par litre de carburant (indépendant du choix entre gazole et essence), les émissions de dioxydes de carbone liées à ce trafic sont de **287,7 T / an**.

Le PLU ne peut pas modifier cette situation actuelle. Ces évolutions de mobilités ne peuvent être envisagées que par les usagers suivant la technologie et le coût des carburants.

**La projection de l'impact de la diminution de la taille des ménages d'ici 2031 à 2,18 (2,28 en 2020 pour mémoire) ne serait-ce que pour maintenir la population à son niveau actuel (157 habitants) nécessiterait 11 logements supplémentaires soit 11 ménages supplémentaires.**

À long terme, on peut aisément parier sur une drastique baisse de la consommation en carburant du fait de l'augmentation incessante des prix à la pompe mais également du fait de la multiplication des véhicules hybrides ou électriques et de l'interdiction à la production de moteur thermique d'ici 2035-2040.

Sur ce constat, on peut aisément admettre que les consommations de véhicules diminueront passant **de 6 L/100 à environ 4,5 l/100**.

**À l'échelle de la commune, il y aurait donc 82 620 litres/ an de carburant consommés soit une baisse de 42 480 km par rapport à la situation actuelle.**

Sur ces ratios, les émissions de CO<sub>2</sub> pourraient atteindre environ **190 T/an** (baisse de **100 T environ** par rapport aux 287 T actuels). On justifie cette faible évolution de la pollution carbonée par les motifs suivants :

- Diminution annuelle du nombre de kilomètres parcourus de 15000 à 12000 km/an/voiture en raison du télétravail et de l'augmentation des taxes sur les carburants dissuadant les usagers de prendre la route,
- Diminution de la consommation moyenne en carburants de 6L/100 à 4,5 L/100 km en raison de l'évolution technologique des moteurs et de l'augmentation du parc de véhicules électriques avec leur autonomie augmentée.

## 2.10.2. OBJECTIFS CHIFFRES DE REDUCTION DES EMISSIONS DE CO2 DU TERRITOIRE

Le stockage du carbone s'effectue principalement dans les surface boisées (forêts, bois, vergers), mais également les surfaces prairiales. Les ratios sont les suivants issus des bases de données :

- **3 T/an/Ha de forêt (source :** [https://www.cnrs.fr/cw/dossiers/dosbiodiv/index.php?pid=decouv\\_chapC\\_p7\\_d1&zoom\\_id=zoom\\_d1\\_7&savoir\\_id=savoir\\_d1\\_z7\\_1](https://www.cnrs.fr/cw/dossiers/dosbiodiv/index.php?pid=decouv_chapC_p7_d1&zoom_id=zoom_d1_7&savoir_id=savoir_d1_z7_1)) ;
- **1 T/an/ ha de prairie (source :** <http://idele.fr/presse/publication/idelesolr/recommends/le-stockage-du-carbone-par-les-prairies.html>)

Nous déterminons les capacités de stockage du carbone à travers les différentes espaces boisés et prairiaux recensés à l'état initial (phase diagnostic du PLU).

On recense les surfaces suivantes :

- **541 ha de bois et forêts**
- **220 ha de prairie (pâturée, de fauche)**

Les espaces boisés même résiduels et éparpillés dans le ban communal peuvent **absorber 1625 T/an et les surfaces enherbées peuvent absorber 220 T/an/ha de stockage de carbone, , soit un total cumulé de 1845 T/an**.

Ainsi, sur ces principes, l'absorption annuelle de CO<sub>2</sub> par les bois et prairies permettraient de couvrir (compenser) partiellement les émissions produites par les habitants à venir.

**Le PLU de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE préserve ces zones boisées et prairiales par un zonage approprié.**

### 2.10.3. EFFICACITE ENERGETIQUE

Le 7<sup>ème</sup> alinéa de l'article L.101-2 du code de l'Urbanisme fixe pour objectif :

*« La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ».*

A cet objectif du code de l'urbanisme, le PADD prévoit dans son orientation générale n°2.1 « Préparer le village de demain », d'inscrire la commune dans la transition énergétique.

Le règlement littéral encourage les énergies renouvelables et les bonnes performances énergétiques des constructions.

Le territoire est pourvu d'un parc de logements anciens. Les logements anciens, notamment ceux construits après-guerre, sont souvent énergivores. L'augmentation du coût de l'énergie impacte le budget des ménages de façon conséquente, ce qui peut à terme, nuire à l'attractivité du territoire. Dans cette optique, la Communauté de Communes souhaite accompagner les ménages dans la rénovation énergétique de leur logement.

**L'orientation générale n°2 « Préparer le village de demain », fixe pour objectif :**

- Renforcer l'attractivité du territoire en disposant d'une offre de logements répondant à l'ensemble de la demande.
- Lutter contre la consommation des terres agricoles et forestières. Par ailleurs le développement de l'offre locative permet de maintenir un turn-over sur le territoire ne nécessitant pas une production de nouveaux logements systématique.

En l'occurrence le territoire dispose d'une offre de logements intéressante avec la diversification de la typologie du parc qui s'est opérée ces dernières années.

La commune souhaite continuer à encourager les initiatives en faveur d'une mise sur le marché de logements plus variés (parc locatif et accession à la propriété, grands et petits logements) et qualitatifs.

De cette manière, la municipalité souhaite répondre aux enjeux du vieillissement constaté de la population.

Préparer le village de demain c'est aussi l'inscrire dans la transition énergétique et le déploiement égalitaire des communications numériques.

**Le PLU favorise la transition écologique.**

## 2.11. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES LIEES AUX RISQUES ANTHROPIQUES

### 2.11.1. SITES ET SOLS POLLUES (BASOL)

La prise en compte des sols pollués inventoriés repose sur la Base de données sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (BASOL).

**Sur le territoire de la commune, aucun site n'est référencé dans la base BASOL.**

**Aucun site pollués n'est recensé dans la base de données BASOL de Géorisque.**

## 2.11.2. CARTE DES ANCIENS SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITES DE SERVICES (CASIAS)

La base de données CASIAS, qui recense les activités susceptibles de polluer les sols, les eaux superficielles et les eaux souterraines, **inventorie deux sites à PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE :**

- SSP3913639 Garage, station service et dépôt de carcasses de voitures
- SSP3915052 Boucherie avec atelier de salaisons.

**Le PLU reste compatible avec cet inventaire.**

### 2.11.1. RISQUES INDUSTRIELS

Sur le territoire de la commune, aucun établissement soumis au régime des installations classées n'est présent. On recense cependant 3 installations classées agricoles.

**Tableau I4 : Installations classées agricoles**

Nom de l'établissement	Adresse	Régime en vigueur	Statut SEVESO	Date de dernière inspection	Zonage
EARL de l'Île de la Croix	2 rue des Halles	Autres régimes		04/08/2011	A
EARL du Blanc Côté	19 rue du Puits	Enregistrement	Non Seveso	06/08/2019	A
Elevage des Dieux de l'arène	14 rue du Puits	Autres régimes		06/08/2019	A

### 2.11.2. SIS

Aucun Secteurs d'Information des Sols (SIS) n'est présent sur le territoire de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE.

### 2.11.3. RISQUE TRANSPORT DE MATIERES DANGEREUSES

Aucune canalisation ne traverse le ban communal de Pagny-la-Blanche-Côte.

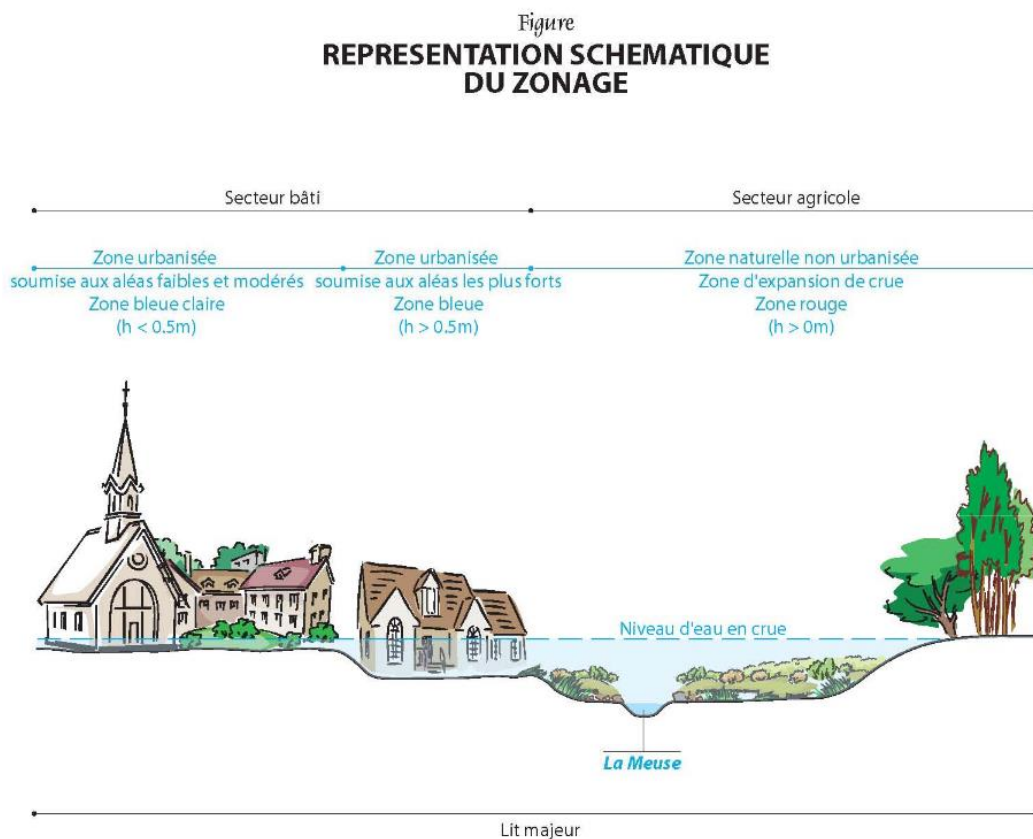
## 2.12. ANALYSE DES INCIDENCES NOTABLES PREVISIBLES LIEES AUX RISQUES NATURELS

### 2.12.1. RISQUE D'INONDATION

Les zones inondables reconnues sont celles de la Meuse. Les communes arrosées par cette rivière sont concernées par un Plan de Prévention des Risques d'Inondation qui distingue 3 zonages distincts :

- Zone **rouge** : Zone naturelle non urbanisée → zone d'expansion de crue
- Zone **bleue** : Zone urbanisée soumise aux aléas les plus forts

- Zone **bleue claire** : Zone urbanisée soumise aux aléas faibles et modérés



**Figure 4 : Schéma du zonage du PPRI**

Le règlement du PPRI se surimposant à celui du PLU, **les zones rouges sont classées en zone N, Nzh, A ainsi qu'en zone urbanisée Ua.**

Dans son orientation n°1.6 : « Appréhender les risques naturels pour assurer un développement responsable », les objectifs suivants du PADD :

Concernant les risques connus cela passe par :

- L'intégration des prescriptions du Plan de Prévention du Risque inondation,
- La limitation de l'aggravation des risques de débordement des cours d'eau, d'érosion et de glissement de terrain en préservant le caractère naturel de leurs berges en instaurant une bande inconstructible de 10 mètres de part et d'autre des cours d'eau.

Le PLU (règlement graphique et règlement écrit) est compatible avec les aléas et le PPRI.

## 2.12.2. RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX

La commune est concernée par des aléas de retraits et gonflements d'argile d'après la cartographie départementale au 1/50000<sup>ème</sup> du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

L'aléa est néanmoins faible sur moins de 2% du territoire communal et moyen sur 26% du banc (cours d'eau de la commune). Si ce phénomène ne met guère en danger la sécurité physique des citoyens, il est en revanche fort coûteux au titre de l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles. Il s'agit également d'un aléa

particulier en ceci qu'il ne conduit jamais à une interdiction de construire, mais à des recommandations constructibles applicables principalement aux projets nouveaux.

**L'effet amplificateur du PLU sur ces risques n'est pas évaluable.**

Rappelons qu'à compter du 1er janvier 2020, en application de l'[article 68 de la Loi ELAN](#), dans les **zones classées en aléa moyen ou fort**, une étude géotechnique est désormais obligatoire avant toute construction.

- Toute vente de terrain non bâti situé dans une **zone d'aléa fort ou moyen** et sur lequel la construction d'une maison individuelle comprenant un ou deux logements est autorisée **nécessitera l'établissement préalable d'une étude géotechnique à la charge du vendeur** (annexée à la promesse de vente ou à défaut de promesse, à l'acte authentique).
- Toute vente de terrain bâti situé dans une **zone d'aléa fort ou moyen** et sur lequel l'acquéreur **souhaite construire** ou étendre une construction (plus de 20m<sup>2</sup>) **doit être informé qu'une étude géotechnique devra être établie à la conception du projet**.

En dehors des zones d'aléa fort et moyen, il n'y a aucune obligation. Aussi, si le terrain n'est pas constructible, la question ne se pose pas non plus.

### 2.12.3. GLISSEMENT / MOUVEMENT DE TERRAIN

PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE n'est pas soumise à un PPRN Mouvement de terrain, affaissement ou effondrement de cavités souterraines

La base de données du BRGM recense les mouvements de terrains, qui sont classés suivant une typologie volontairement simplifiée : glissement, chute de blocs (ou éboulement), coulées, effondrement, érosion de berges.

Une cavité est présente sur le ban communal : une chute de bloc située en zone N.

Le PLU n'implique pas de risque supplémentaire lié aux affaissements et effondrements de cavités souterraines.

### 2.12.4. CAVITES SOUTERRAINES

Le BRGM tient à jour une base de données concernant les cavités. La méconnaissance des cavités peut engendrer un risque pour un projet, un bien ou des personnes.

Aucune cavité n'est recensée à PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE.

Le PLU n'implique pas de risque supplémentaire lié aux affaissements et effondrements de cavités souterraines.

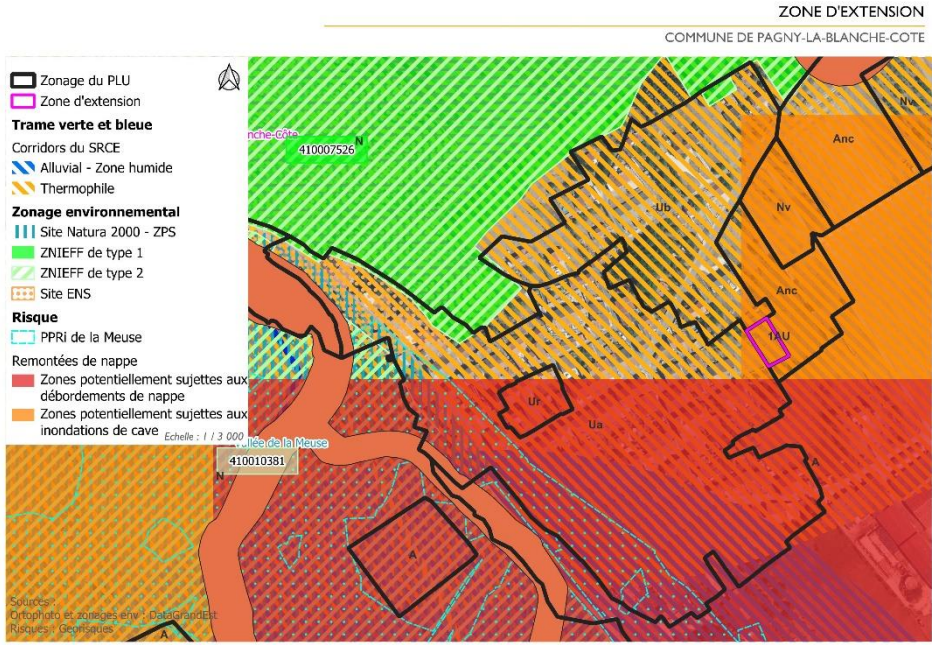
## 2.13. ANALYSE DES INCIDENCES PREVISIBLES DES ZONES POTENTIELLES DE DEVELOPPEMENT PHOTOVOLTAÏQUE

La communauté de communes Commercy Void Vaucouleurs définit actuellement ses zones d'Accélération des Énergies Renouvelables.

En attente de la validation de ces zones et des décrets d'application concernant la prise en compte des ENR dans l'artificialisation des sols, le règlement spécifie, pour chaque zone, les installations interdites ou non.

Le règlement du PLU favorise le déploiement des énergies renouvelables sur les bâtiments en permettant leur implantation.

### 3. ANALYSE DETAILLÉE DE LA ZONE D'EXTENSION

PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE	
Zonage proposé par le PLU	Surface
IAU	0,09 ha
Cartographie	
	
Contexte écologique et enjeux sur la zone	
<p><b>Occupation du sol :</b> Verger et jardins : 0,08 ha Prairie mésophile : 0,01 ha</p> <p><b>Zonages réglementaires ou d'inventaires :</b> / <b>Éléments remarquables du paysage :</b> / <b>Trame Verte et Bleue :</b> Le secteur présente des zones de forte perméabilité et est présente dans un corridor des milieux herbacés thermophiles du SRCE</p> <p><b>Niveau d'enjeu : FAIBLE</b></p>	
Zones humides	
<p><b>ZHP du CEREMA :</b> Moyen <b>Zone humide :</b> NON</p> <p><b>Niveau d'enjeu : FAIBLE</b></p>	
Contexte urbain et paysager	
<p><b>Localisation :</b> En continuité avec l'urbanisation existante (zone Ua et Ub) <b>Monuments classés ou inscrits à moins de 500 m :</b> / <b>Zonage archéologique :</b> Seuil de saisine fixé à 3000 m² d'emprise <b>Autres servitudes :</b> /</p>	

<b>Niveau d'enjeu : FAIBLE</b>
<b>Préservation ressources</b>
<b>Ressource en eau (captage AEP) : /</b>
<b>Niveau d'enjeu : FAIBLE</b>
<b>Risques naturels et industriels</b>
<b>Risques naturels :</b> Risque d'inondation : / Mouvements de terrain : / Risque sismique : Très faible Remontée de nappe : Zone potentiellement sujette aux inondations de cave Cavités : / Retrait et gonflement des argiles : Aléa très faible  <b>Risques industriels :</b> Présence d'une ICPE à moins de 500 m : / Présence d'un site industriel (BASIAS / BASOL) : / Nuisances sonores : /  <b>Niveau d'enjeu : FAIBLE</b>
<b>Incidences prévisibles notables liées à l'urbanisation de cette zone</b>
Risque d'impacts faible sur les espèces protégées (oiseaux notamment) et leurs habitats : destruction de prairie améliorée et de jardins.  Le risque d'incidence de cette zone sur l'environnement est jugé faible.

## 4. BILAN

L'impact du secteur d'extension sur les habitats biologiques naturels ou semi-naturels est faible.

Les études d'impact et les expertises faunes-flores sont règlementées par le code de l'environnement et des arrêtés interministériels en fonction des espèces

Récapitulatif sur la protection des espèces et la dérogation :

L'article [L411-I du code de l'environnement](#) prévoit un système de protection stricte des espèces de faune et de flore sauvages dont [les listes](#) sont fixées par arrêté ministériel.

Il est notamment interdit de les détruire, capturer, transporter, perturber intentionnellement ou de les commercialiser. Ces interdictions peuvent concerner également les habitats des espèces protégées pour lesquels la réglementation peut prévoir des interdictions de destruction, de dégradation et d'altération.

**Les interdictions prévues à l'article L411-I du code de l'environnement doivent être respectées dans la conduite du projet faisant l'objet de la demande d'autorisation environnementale. Ce projet doit être conçu et mené à bien sans porter atteinte aux espèces de faune et de flore sauvages protégées.**



Une dérogation à ces interdictions est obligatoire lorsqu'un projet impacte des spécimens d'espèces protégées, ou des habitats nécessaires au bon accomplissement du cycle biologique de ces espèces. Cette dérogation doit respecter les conditions prévues à l'article [L411-2 du code de l'environnement](#).

La demande de dérogation n'est recevable que si les trois conditions suivantes sont remplies :

Il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, pouvant être évaluée par une tierce expertise menée, à la demande de l'autorité compétente, par un organisme extérieur choisi en accord avec elle, aux frais du pétitionnaire

La dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

Le projet s'inscrit dans un des cinq objectifs listés à l'article L.411-2 du code de l'environnement, parmi lesquels la protection de la faune et de la flore sauvages et la conservation des habitats naturels, la prévention des dommages importants aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété, ou un intérêt pour la santé et la sécurité publique ou d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique.

Les arrêtés ministériels de protection des espèces sont les suivants :

#### **Espèces végétales**

[Arrêté interministériel du 20 janvier 1982](#) fixant la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire, modifié en dernier lieu par arrêté du 23 mai 2013

[Arrêté interministériel du 8 février 1988](#) relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Champagne-Ardenne complétant la liste nationale (NOR : ENVN8800025A)

[Arrêté interministériel du 28 juin 1993](#) relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Alsace complétant la liste nationale (NOR : ENVN9320251A)

[Arrêté interministériel du 3 janvier 1994](#) relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Lorraine complétant la liste nationale (NOR : ENVN9430004A)  
Écrevisses autochtones :

[Arrêté interministériel du 21 juillet 1983](#) relatif à la protection des écrevisses autochtones modifié par arrêté du 18 janvier 2000

Poissons :

[Arrêté interministériel du 8 décembre 1988](#) fixant la liste des espèces de poissons protégées sur l'ensemble du territoire national

Vertébrés menacés d'extinction :

[Arrêté interministériel du 9 juillet 1999](#) fixant la liste des espèces de vertébrés protégées menacées d'extinction en France et dont l'aire de répartition excède le territoire d'un département, modifié par l'arrêté du 27 mai 2009 (NOR : ATEN9980224A )

Mammifères :

[Arrêté interministériel du 23 avril 2007](#) fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection, modifié en dernier lieu par arrêté du 15 septembre 2012 (NOR : DEVN0752752A)

Insectes :

[Arrêté interministériel du 23 avril 2007](#) fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (NOR : DEVN0752762A)

Mollusques :

[Arrêté interministériel du 23 avril 2007](#) fixant la liste des mollusques protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (NOR : DEVN0752758A)

Amphibiens et reptiles :



[Arrêté interministériel du 8 janvier 2021](#) fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (NOR : TREL2034632A)

Oiseaux :

[Arrêté interministériel du 29 octobre 2009](#) fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection modifiée par arrêté du 21 juillet 2015 (NOR : DEVN0914202A)

Espèces animales et végétales :

[Arrêté ministériel du 6 janvier 2020 fixant la liste des espèces animales et végétales à la protection desquelles il ne peut être dérogé qu'après avis du Conseil national de la protection de la nature](#) (NOR : TREL1934322A)

## 5. ANALYSE DES STECAL

---

Selon, l'article L151-13, le règlement peut, à **titre exceptionnel**, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des **secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées** (STECAL) dans lesquels peuvent être autorisés notamment des constructions, des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage, des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs...

Le règlement précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone. Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Leur caractère exceptionnel s'apprécie, entre autres critères, en fonction des caractéristiques du territoire, du type d'urbanisation du secteur, de la distance entre les constructions ou de la desserte par les réseaux ou par les équipements collectifs.

**La zone A** correspond à une zone agricole, non desservie par des équipements publics, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Les sous-secteurs Aa correspondent à des secteurs dans lesquels des règles particulières peuvent s'appliquer avec des constructibilités très limitées.

**La zone N** est une zone naturelle ou forestière, non ou partiellement desservie par des équipements collectifs. Elle est à protéger en raison soit :

- de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique,
- de l'existence d'une exploitation forestière,
- de leur caractère d'espaces naturels.

Les sous-secteurs Nv et Nf correspondent à des secteurs dans lesquels des règles particulières peuvent s'appliquer, avec des constructibilités très limitées.

La superficie de certains STECAL est justifiée par le fait qu'il est impossible de prévoir précisément l'implantation de certains bâtiments. Dans ce cas, des règles strictes (limitation du nombre de constructions par unité foncière voire par zone) empêchent l'urbanisation de la zone.

Les constructions admises doivent nécessairement occasionner un faible impact paysager, notamment par une hauteur faible des bâtiments admis.

### 5.1.1. EN ZONE A

Le tableau ci-dessous résume les principaux critères de constructibilité des STECAL en zone agricole.

**Tableau 15 : Critères de constructibilité en zone STECAL A**

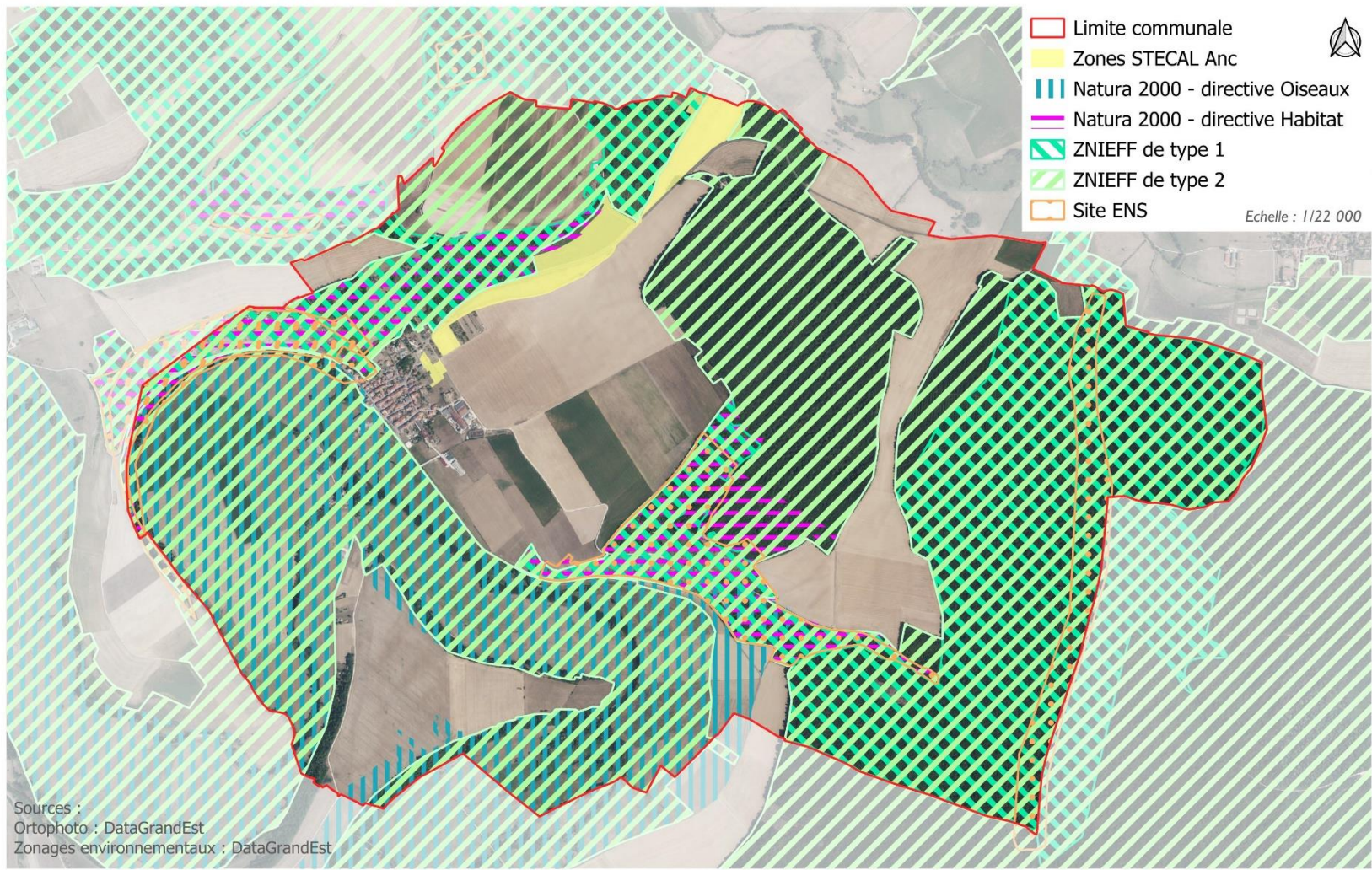
			Constructions limitées	Surface	Hauteur
<b>A</b>					
<b>Zones Agricoles</b>	<b>Anc</b>	Zone agricole non constructible	Installations pour équipements collectifs ou services publics	pas de prescription	pas de prescription

Le sous-secteur de la zone A n'empiètent pas sur des zonages environnementaux ou des zones humides remarquables. Cependant, même si la constructibilité est autorisée, celle-ci reste très limitée dans ce secteur.

**Les incidences environnementales de la localisation des STECAL en zone A restent faibles au regard de la faible constructibilité généralement permise.**

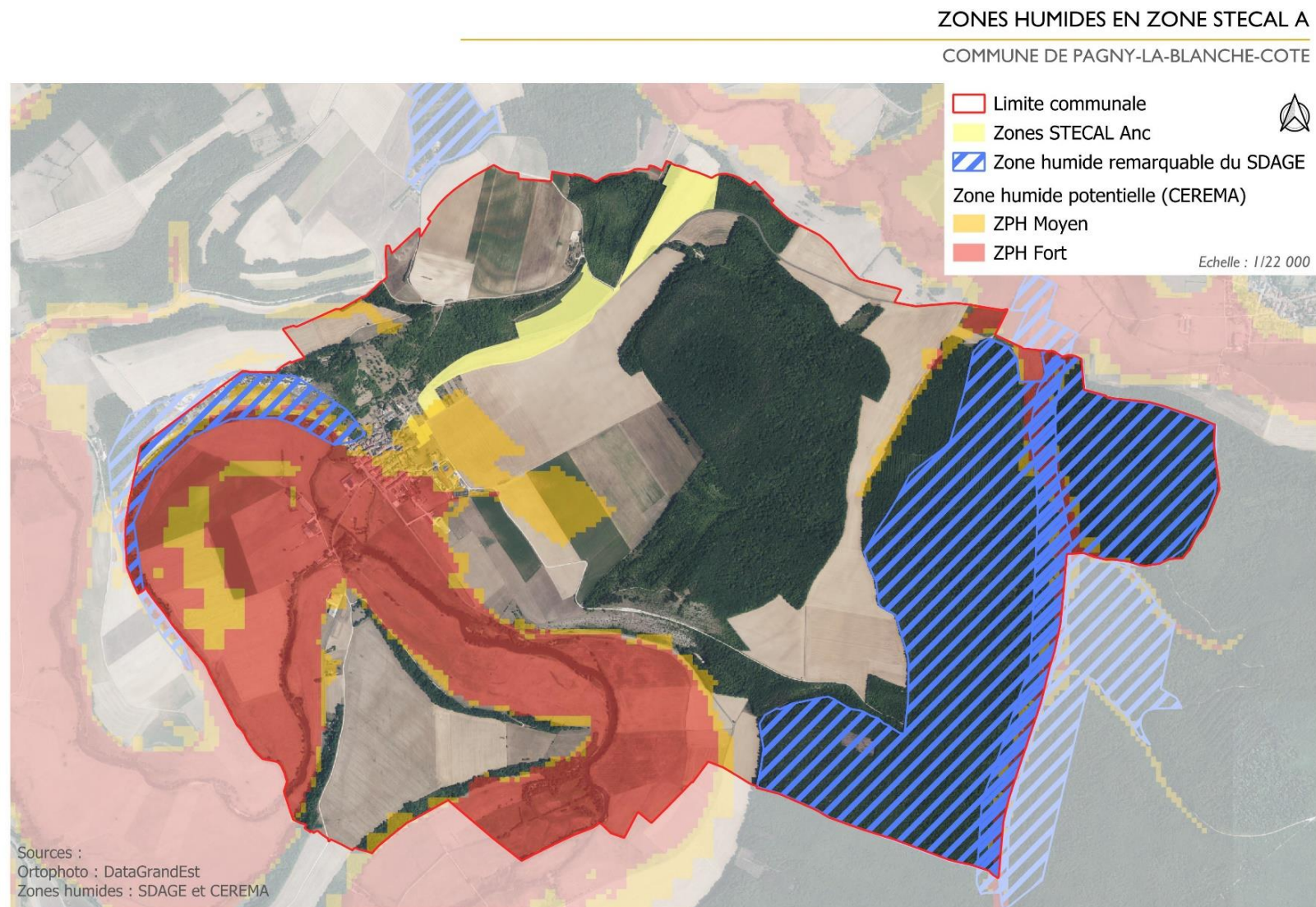
ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX EN ZONE STECAL A

COMMUNE DE PAGNY-LA-BLANCHE-COTE



Carte 4 : Zonages environnementaux en zones STECAL A



**Carte 5 : Zones humides en zones STECAL A**

5.1.2. EN ZONE N

Le tableau ci-dessous résume les principaux critères de constructibilité des STECAL en zone naturelle.

Tableau I6 : Critères de constructibilité en zone STECAL N

			Constructions limitées	Surface	Hauteur
N  Zone naturelle	Nf	Zone naturelle forestière	Constructions, installations et travaux	pas de prescription	pas de prescription
	Nv	Zone naturelle Vergers	abris jardins	12m²	3m

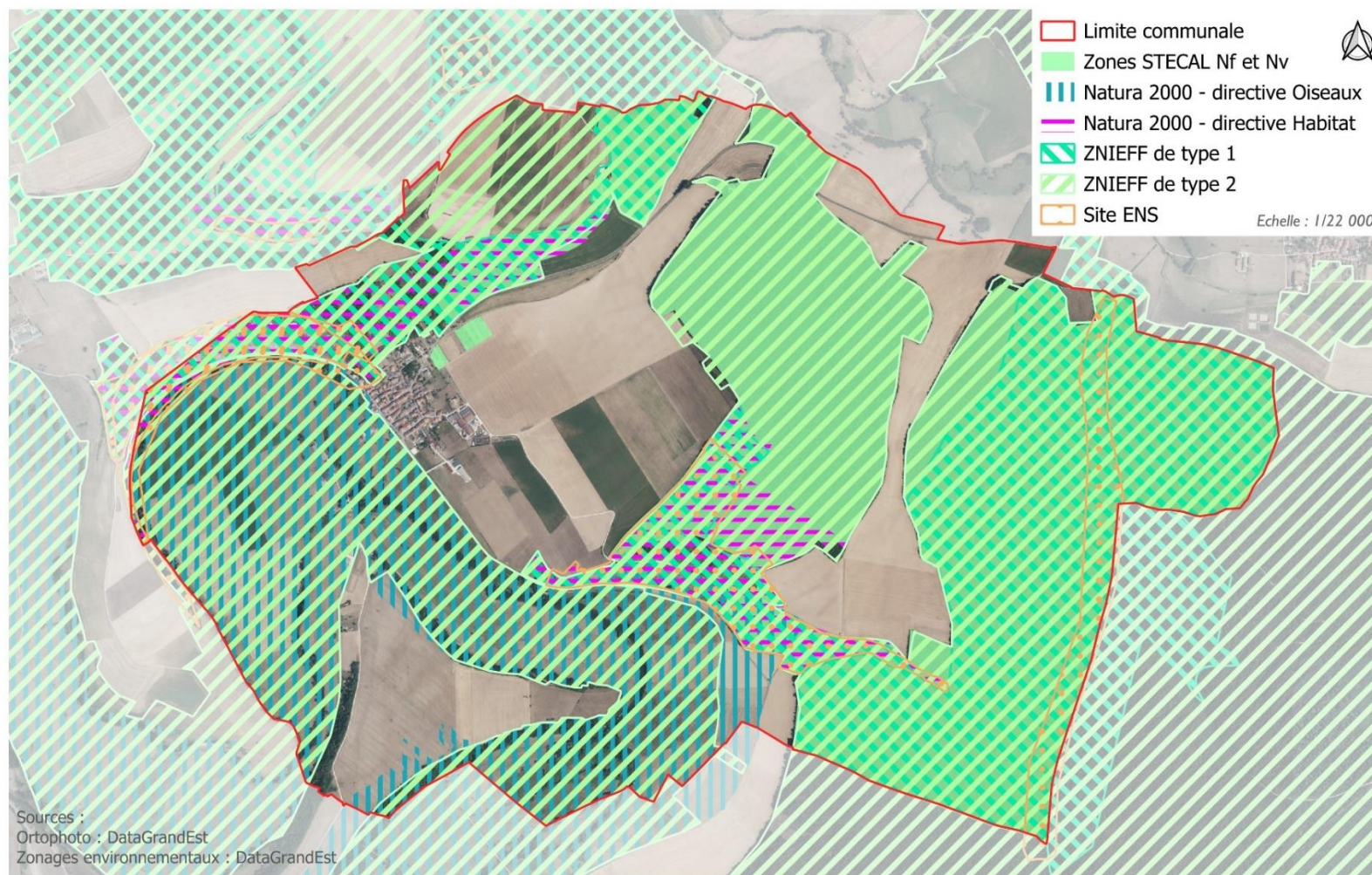
Certains sous-secteurs de la zone N empiètent sur des zonages environnementaux (Sites Natura 2000, ZNIEFF de type 1 et 2 ainsi que des ENS) ou des zones humides (remarquables ou potentielles). Cependant, même si la constructibilité est autorisée, celle-ci reste très limitée dans ces secteurs.

Les incidences environnementales de la localisation des STECAL en zone N restent faibles au regard de la faible constructibilité généralement permise.

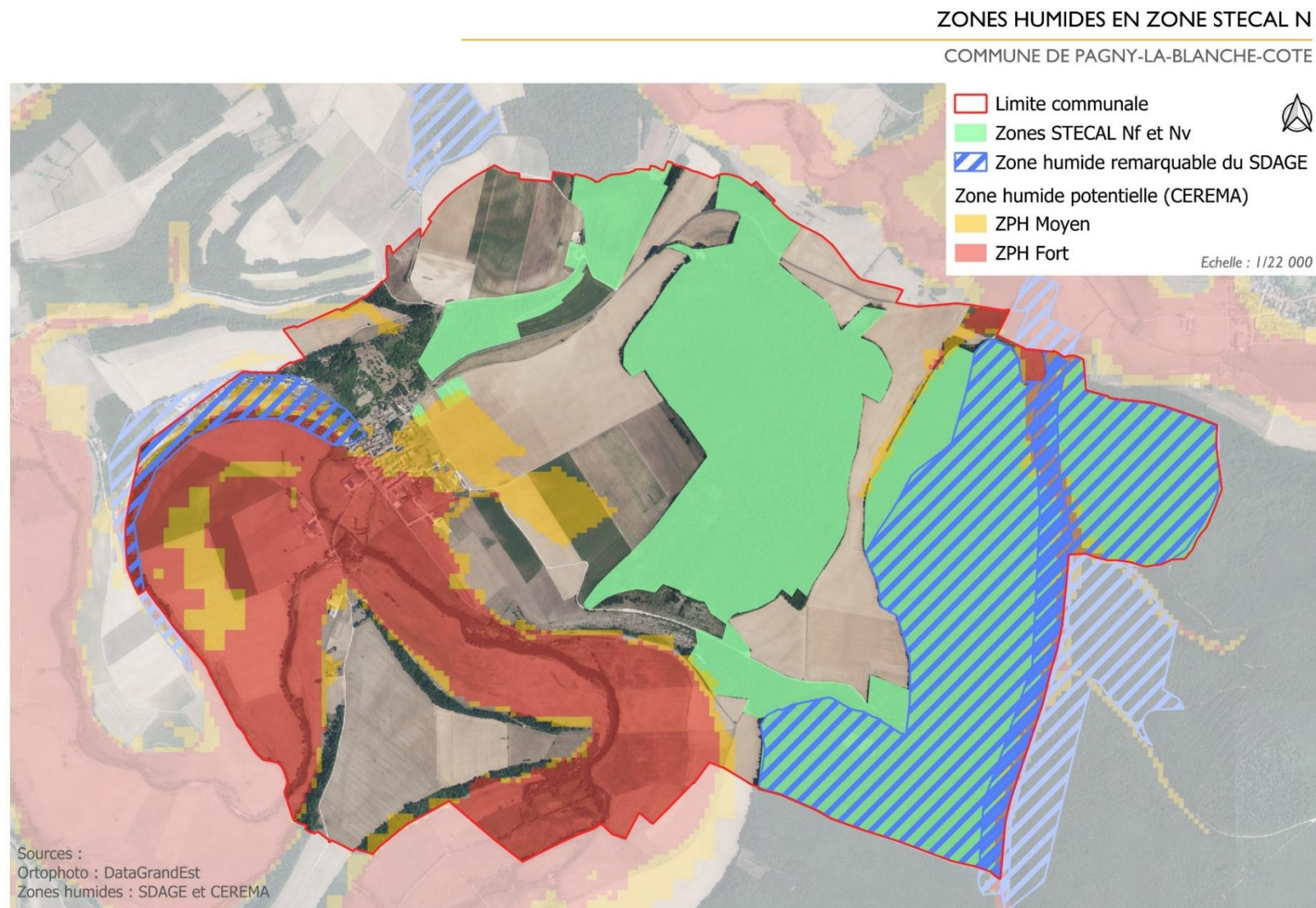


## ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX EN ZONE STECAL N

COMMUNE DE PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE

**Carte 6 : Zonages environnementaux en zone STECAL N**



**Carte 7 : Zones humides en zone STECAL N**



## 6. JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS AU REGARD DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

---

Ce chapitre explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan. Il expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement. Il justifie l'institution des secteurs des zones urbaines où les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement sont interdites en application du « a » de l'article L. 123-2 ;

Ces justifications sont précisées dans le cahier qui regroupe les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) du PLU de PAGNY-LA-BLANCHE.

Le document présente l'ensemble des sites ou secteurs où des OAP sont réalisées. De cette manière, il permet d'offrir un aperçu exact de l'ensemble des contraintes d'aménagement et de programmation sur le territoire communal.

Il convient également de préciser que les illustrations sont à considérer avant tout comme des outils d'aide à la réflexion et à la concertation.

Les dispositions des présentes OAP doivent avant tout permettre un dialogue constructif, entre les collectivités et les aménageurs ou constructeur, afin de permettre d'améliorer le cadre de vie collectif du territoire

De plus, les éléments présentés dans les OAP ne permettent en aucun cas de s'affranchir des études de conception urbaine, qu'il s'agira de réaliser le moment venu dans le cadre d'une mission de maîtrise d'œuvre. Mais c'est justement au moment de l'engagement de celle-ci que ces esquisses se révéleront comme un support précieux, autour duquel l'ensemble des parties prenantes du projet (collectivité, maîtrise d'ouvrage urbaine, équipe de maîtrise d'œuvre, opérateurs immobiliers, riverains, etc.) pourront se positionner concrètement, affiner leurs propositions et engager un dialogue constructif et efficace.

Nous renvoyons donc le lecteur à ce cahier des OAP pour connaître les raisons qui justifient les choix opérés pour chaque zone à urbaniser notamment.

## 7. MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION ET COMPENSATION

### 7.1. PREAMBULE SUR LA SEQUENCE EVITER, REDUIRE, COMPENSER

Le ministère de l'Écologie a publié sa doctrine relative à la séquence "éviter, réduire et compenser" les impacts sur le milieu naturel. Les projets doivent en premier lieu s'attacher à éviter les impacts sur l'environnement, puis, à défaut, à les minimiser et, en dernier lieu en cas de besoin, à compenser les impacts résiduels. **Ainsi, on distinguera :**

- **Mesure d'évitement (= de suppression)** : choix d'un parti d'aménagement ou choix technologique supprimant les effets à la source : elles sont généralement mises en œuvre ou intégrées dans la conception du projet.
- **Mesure de réduction** : visent à atténuer les impacts négatifs du projet sur le lieu et au moment où ils se développent. Ces mesures peuvent être mises en œuvre dès lors qu'un impact négatif ou dommageable ne peut être supprimé totalement lors de la conception du projet.
- **Mesure de compensation** : visent à compenser les impacts résiduels dans un objectif « pas de perte écologique ». Les mesures de compensation ne sont utilisées qu'en dernier recours, s'il subsiste après évitement et réduction des effets.
- **Mesure d'accompagnement** : action complémentaire.

### 7.2. MESURES D'ÉVITEMENT ET DE RÉDUCTION

Afin de supprimer tout risque de destruction d'individu non mobile d'oiseau protégé (œuf, oisillon non volant), mêmes communes, cette contrainte de date est à appliquer à l'ensemble des travaux portant sur la végétation arbustive ou arborescente.

Autrement dit, ces travaux d'abattage d'arbre et de défrichement avec désouchage seront effectués entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 1<sup>er</sup> mars.

Pour le cas particulier d'éventuels arbres à cavités susceptibles d'abriter des oiseaux cavernicoles ou des chiroptères, les abattages ne pourront être réalisés que durant la période sans risque allant du 1<sup>er</sup> septembre au 31 octobre.

### 7.3. ORIENTATION DES ETUDES COMPLEMENTAIRES

Hormis les dossiers réglementaires de type loi sur l'eau ou ICPE pour les projets d'urbanisme ou industriels, il n'est pas nécessaire d'envisager des expertises faunistiques ou floristiques détaillées ou supplémentaires dans les zones vouées à être urbanisées.

En effet, la visite de terrain de la zone d'extension a permis de mettre en évidence qu'aucun enjeu faunistique et floristique n'est identifié.

Il s'agit d'habitats biologiques de nature ordinaire, récurrente dans les environs proches, et dont la modification ne remettrait pas en cause le bon accomplissement du cycle biologique des espèces animales.

## **7.4. MESURES DE COMPENSATION**

Ces mesures peuvent consister en la compensation d'une partie des impacts portés aux habitats naturels et semi-naturels si les mesures d'évitement ou de réduction ne permettent pas d'annuler les effets négatifs du projet sur l'environnement.

## 8. INDICATEURS DE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN

Ce chapitre définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan prévue par l'article L. 123-12-2. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

### 8.1. OBLIGATION REGLEMENTAIRE

Au titre du décret n°2005-608 du 27 mai 2005, le document évalué doit faire l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation.

Il est donc nécessaire de prévoir un dispositif de suivi qui permette une telle évaluation.

### 8.2. PRESENTATION DE LA DEMARCHE

Il est utile d'identifier et de sélectionner les données environnementales qui sont nécessaires au suivi des incidences importantes sur l'environnement.

Il convient d'établir un tableau de bord et des indicateurs pour étayer la démarche, depuis la phase de diagnostic et tout au long des étapes de mise en œuvre. Les indicateurs peuvent fournir un cadre permettant d'identifier les informations pertinentes sur l'environnement.

Trois critères de base ont été retenus pour sélectionner les indicateurs de suivi :

- la pertinence et l'utilité pour les utilisateurs ;
- la facilité à être mesurés ;
- l'adaptation aux spécificités du territoire.

### 8.3. LES INDICATEURS

Un indicateur est la mesure d'un objectif à atteindre, d'une ressource mobilisée, d'un effet obtenu, d'un élément de qualité ou d'une variable du contexte. Il permet d'obtenir une information synthétique quantifiée, pour apprécier les divers aspects d'un projet ou d'une stratégie de développement.

Les principales qualités que doit réunir un indicateur sont :

- être pertinent (refléter la réalité et avoir un rapport direct avec un objectif ;
- être clair et facile à interpréter ;
- être précis (grandeur précise et vérifiable) ;
- être fiable (possibilité de comparaisons) ;
- être utile (appuyer le pilotage et/ou la prise de décision).

### 8.4. LE MODELE DE SUIVI

Un suivi efficace suppose la désignation des autorités responsables et la détermination du moment et de la fréquence du suivi. Il ne s'agit pas de constituer une liste fixe et définitive d'indicateurs, d'une part parce qu'il est impossible de couvrir tous les champs des situations rencontrées et d'autre part parce que la démarche du développement durable est flexible et adaptable.

Vis-à-vis des cibles choisis (incidences du PLU et mesures prises ou à prendre), nous proposons de mettre en œuvre le modèle qui repose sur l'idée suivante : « les activités humaines exercent des pressions sur

l'environnement et affectent sa qualité et la quantité des ressources naturelles » (**État**). La société répond à ces changements en adoptant des politiques environnementales, économiques et sectorielles.

**Tableau 17 : Paramètres de suivis du PLU de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE**

Gestion de l'espace	Paramètres	Source des données
Gestion de l'espace	Nombre de permis de construire délivrés et superficie concernée	Commune Photo-interprétation
	Répartition des logements produits entre individuels, intermédiaire et collectifs	Commune
Gestion des ressources naturelles	Occupation des sols (bois, prairie, culture, pelouses, verger)	Photo interprétation et cartographie d'habitats (terrain + OCSGE)
	Évolution des espèces d'intérêt communautaire	Mise à jour des bases de données ODONAT
	Fonctionnalité de la TVB (noyaux et corridors)	Photo interprétation et cartographie d'habitats (terrain)
	Qualité des eaux de surfaces et souterraines	AERM – commune
Énergies renouvelables	Nombre de déclarations préalables pour l'implantation d'installation de production d'énergie renouvelable et production concernée	collectivités
Risques et nuisances	Nombre d'habitations touchées en cas de catastrophes naturelles	Préfecture et communes
	Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles	

## 9. RESUME NON TECHNIQUE

Le résumé non technique a pour fonction de présenter succinctement et dans des termes simples, le projet de PLU de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE. L'obligation de réaliser ce document est issue de la démarche d'évaluation environnementale dont il fait partie intégrante.

Cette présentation va permettre d'appréhender facilement les principaux enjeux du territoire et les principales orientations retenues dans le PADD. Le résumé non technique fait ensuite une synthèse de leur traduction dans les pièces réglementaires du PLU. Il détaille les principales incidences du plan sur l'environnement et la manière d'évaluer à terme les résultats de la mise en œuvre du PLU.

Enfin, il est conclu par une présentation de la manière dont l'évaluation environnementale a été menée.

### 9.1. RESUME DES ENJEUX ISSUS DU DIAGNOSTIC ET TRADUCTION DANS LE PADD

#### 9.1.1. URBANISME , CONSOMMATION FONCIERE ET DEMOGRAPHIE

La commune souhaite lutter contre la consommation des terres agricoles et forestières en favorisant la densification et l'offre locative. La commune souhaite ouvrir une petite zone à l'urbanisation et souhaite maintenir sa population actuelle.

Le règlement et le PADD, est donc compatible avec l'ambition modeste démographique.

Principales orientations retenues dans le PADD :

**ORIENTATION n°3.1** *Fixer des ambitions démographiques en lien avec les tendances observées*  
ET

**ORIENTATION n°3.2** *Ménager le territoire en privilégiant les potentialités existantes au sein du tissu bâti*  
ET

**ORIENTATION n°3.3** *Limiter l'étalement urbain et ses impacts néfastes*

**En ce qui concerne l'évolution démographique**, la commune souhaite prendre en compte et adapter le territoire au vieillissement de la population, maintenir l'attractivité pour les actifs et les familles.

La commune se fixe un objectif d'une **stabilisation démographique d'ici 2040**.

Pour atteindre son objectif, et en tenant compte de la diminution attendue de la taille des ménages à Pagny-la-Blanche-Côte, il conviendra de **réaliser au moins 11 logements d'ici 2040**...

#### 9.1.2. ARCHITECTURE , PAYSAGE ET ENVIRONNEMENT

PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE est une petite ville rurale (1243 ha), très peu densément bâtie mais qui présente un paysage et des milieux naturels exceptionnels. A partir de ce constat, l'essentiel des objectifs est de préserver ce patrimoine.

Principales orientations retenues dans le PADD : **ORIENTATION n°1.1 et 1.3**

*Préserver et mettre en valeur le capital naturel*

*Maintenir et mettre en valeur le cadre paysager remarquable à toutes les échelles*

### 9.1.3. AGRICULTURE / FORET

La forêt et les espaces agricoles sont prédominants sur la commune de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE.

Principales orientations retenues dans le PADD : **ORIENTATION n°1.1 et 1.7**

*Préserver et mettre en valeur le capital naturel*

*Soutenir l'agriculture et transmettre le terroir*

➔ Les politiques de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers

La préservation et la régénération des éléments de biodiversité ordinaire, ce qui nécessitera de : Maintenir et renforcer un réseau de haies de qualité en milieu agricole ouvert et y préserver les éléments naturels déjà en place,

Favoriser l'implantation de nouveaux vergers/ jardins,

Restaurer/maintenir et entretenir les ripisylves des cours d'eau.

Pérenniser l'économie agricole en préservant son foncier et les sièges d'exploitation présents sur la commune.

### 9.1.4. ECONOMIE

LE PLU doit répondre aux besoins des activités du territoire.

- Pérenniser les activités en place.
- Conforter les activités et services.

Principales orientations retenues dans le PADD : **ORIENTATION n°1.7 et 2.3**

*Soutenir l'agriculture et transmettre le terroir*

*Continuer d'œuvrer en faveur de la proximité avec les habitants*

➔ **Le développement économique**

Pérenniser l'économie agricole

Permettre l'installation de commerces et services de proximité au sein du village.

Soutenir une économie locale de proximité

### 9.1.5. TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS

Principales orientations retenues dans le PADD : **ORIENTATION n°1.5**

*Agir en faveur des mobilités douces pour (re)découvrir le territoire*

➔ Les transports et les déplacements

Poursuivre le développement des mobilités douces comme support récréatif, voire même pédagogique, en partenariat avec la Communauté de communes.

## 9.2. TRADUCTION A TRAVERS LES PIÈCES RÉGLEMENTAIRES

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) définit les grandes orientations thématiques pour le PLU à l'horizon 2040. Ces orientations ont ensuite été traduites dans les pièces réglementaires du PLU que sont le règlement (graphique et écrit) et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

### 9.2.1. LE RÉGLEMENT

Le règlement écrit et graphique du PLU définit l'usage et la constructibilité du sol pour les 4 grands types de zones que sont : les zones urbaines (dites zones U), les zones à urbaniser (dites zones AU), les zones agricoles (dites zones A) et les zones naturelles et forestières (dites zones N). Ces zones sont divisées en secteurs de zones en fonction de la spécificité des occupations du sol qui y sont autorisées.

#### Zone U :

Les zones U correspondent globalement aux espaces déjà bâtis ou au contact de l'urbanisation. Ils ont vocation à accueillir différentes catégories de constructions. Dans le PLU, on retrouve les zones suivantes :

<b>Ua</b> : Centre ancien
<b>Ub</b> : Extensions récentes
<b>Ur</b> : Zone de renouvellement urbain

#### Zone AU :

Les zones à urbaniser (AU) sont des zones destinées à être ouvertes à l'urbanisation, qui se partagent entre deux catégories. Les IAU, immédiatement urbanisables sous forme d'opération d'aménagement d'ensemble.

**Dans le PLU de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE, on retrouve une zone d'ouverture à l'urbanisation à court et moyen terme.**

<b>IAU</b> : Zone à urbaniser à court et moyen terme à vocation habitat
---

#### Zone A :

La zone A correspond aux activités agricoles.

<b>A</b> : Zones agricoles
<b>Anc</b> : Zones agricoles non constructible
<b>Apv</b> : Zones agricoles destinées au développement de l'agriphotovoltaïque

#### Zone N :

Les zones identifient les secteurs à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages... Ce sont globalement des secteurs faiblement constructibles.

Dans le PLU, on retrouve les zones suivantes :

<b>N</b> : Zones naturelles
<b>Nv</b> : Zones naturelles des vergers
<b>Nf</b> : Zone naturelles des forêts
<b>Nzh</b> : Zones humides remarquables du SDAGE

### 9.2.2. LES ORIENTATIONS D'AMÉNAGEMENT ET DE PROGRAMMATION (OAP)

Les OAP fixent les principes à respecter, dans le cadre de l'aménagement de différents secteurs, selon un rapport de compatibilité. Elles s'inscrivent en complément des dispositions définies dans le règlement pour apporter notamment un aspect plus qualitatif aux projets mais aussi pour spatialiser les principes d'aménagement et de garantir l'optimisation du foncier.

2 types d'OAP ont été définies :

- des OAP sectorielles au niveau des zones à urbaniser.



- des OAP thématiques applicables à l'ensemble du territoire, concernant les trames vertes et bleues ainsi que la constructibilité dans les espaces agricoles

## **9.3. RESUME DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET DE PLU**

### **9.3.1. UNE DEMARCHE ITERATIVE CONCRETE**

L'évaluation environnementale a débuté dès le lancement de l'étude du PLU et a bien été menée tout au long de la procédure. Elle a permis de faire évoluer positivement le projet notamment au regard des enjeux environnementaux du territoire, soulevés tant par les études de terrain, que par l'apport des recherches bibliographiques. Cette évolution a été continue de la réalisation des premières esquisses de développement jusqu'à l'approbation du projet final.

### **9.3.2. RESUME DES INDICATEURS DE SUIVI**

Le code de l'urbanisme prévoit qu'un PLU doit prévoir des indicateurs de suivi permettant d'analyser sa mise en œuvre et de déterminer son efficacité au regard de différents critères. Cela doit notamment permettre de s'assurer de la cohérence entre le projet et les impacts induits, qu'ils soient positifs ou négatifs, afin de pouvoir faire vivre et évoluer ce plan durant toute sa durée de vie, en se basant sur un dispositif de suivi.

Ce dispositif de suivi repose sur la mise en place d'une série de critères inspirés des orientations du PADD et d'indicateurs qui permettent de mesurer années après années les résultats induits par le PLU selon les différents critères retenus.

### **9.3.3. PRINCIPALES CONCLUSIONS**

La commune de PAGNY-LA-BLANCHE-CÔTE en se dotant d'un outil tel qu'un PLU, sera plus à même d'orienter son développement. La mise en œuvre du PLU permettra de répondre aux problématiques urbaines locales et de gérer les projets d'aménagement, d'équipement, de construction ou d'évolution des espaces non urbanisés.

Les objectifs de la réalisation du PLU sont de fournir aux élus des outils de planification pour mettre en œuvre une véritable politique d'aménagement et de développement de leur intercommunalité pour les années à venir. Le PLU traduit les volontés politiques de la commune de Bissert en termes de développement urbain, de démographie, d'économie et de protection des paysages et de l'environnement par le biais d'un zonage, d'un règlement et d'un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), enrichi d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

La réalisation de ce PLU va permettre une meilleure maîtrise de l'occupation des sols. Il garantit la protection des terres agricoles fertiles, tend à améliorer l'environnement. Il identifie les risques liés aux aléas naturels et tente de préserver la population contre ces derniers.

Globalement, le projet tient compte des espaces naturels et du fonctionnement des écosystèmes tout en permettant une dynamique économique soutenue.

Il est en compatibilité avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et le Plan de Gestion du Risque Inondation (PGRI) et avec les objectifs des sites du réseau Natura 2000. Il prend en compte le Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE).